

Edito

Bonne année antinucléaire aux ContrAtomistes de tous poils !

Que la flamme antinucléaire ne cesse d'illuminer nos luttes jusqu'à la victoire finale !

La sortie du nucléaire est à portée de main, à nous de la conquérir ! Nous y mettrons toutes nos forces, tous nos talents, toutes nos énergies !

- En premier lieu, il nous faudra gagner les votations sur nos initiatives «Sortir du Nucléaire» et «Moratoire plus». La date du scrutin n'est pas encore fixée mais la campagne s'annonce chaude. Cette votation revêt une extrême importance pour l'avenir. Elle déterminera, ou non, l'amorce d'une sortie du nucléaire. Nous aurons besoin de toutes vos énergies pour mener à bien ce combat ! (cf p.20)

- Parallèlement à ces votations, il faudra sans doute contrer le projet de loi honteusement pronucléaire du Conseil Fédéral intitulée la LEnu (Loi sur l'Energie nucléaire) !

- La votation sur la LME (Libéralisation des Marchés de l'Electricité) nous tiendra aussi en haleine : à l'instar de toutes les tentatives de libéralisation des marchés concernant des services d'utilité publique, sévissant actuellement dans le monde entier, la libéralisation des marchés de l'électricité est porteuse de tous les dangers ! (cf p.4-5)

- Sur le plan cantonal, nous devons exiger que le Conseil d'Etat donne suite à notre pétition concernant le CERN déposée en 1997 déjà et qui demandait que soit réalisée une étude indépendante sur les différents problèmes liés à la radioactivité découlant de l'activité du CERN. (cf p.6-7-8)

- En ce qui concerne l'OMS et ses liens coupables avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, nous ne devons pas baisser la garde tant que l'accord décrié ne sera pas modifié !

- Nous devons également nous montrer persévérants dans notre exigence d'obtenir des autorités fédérales (département de Mme Dreifuss) une information complète concernant les conséquences des retombées de Tchernobyl sur nos régions, tant sur le plan de la santé des populations que sur l'environnement, les réponses reçues jusqu'alors étant loin d'être satisfaisantes ! (cf p.15)

- Enfin, nous attendons le retour de vos lettres demandant la libération du professeur Yuri Bandazhevsky pour les apporter en grande pompe à la mission biélorusse à Genève ! (cf p.3 et pétition encartée)

Au boulot, mes amis, retrouvons nos manches, il y a du pain sur la planche ! Unissons nos forces, mobilisons notre entourage, portons le mouvement antinucléaire à la hauteur de nos objectifs : Les centrales nucléaires doivent être fermées ! Nous devons enfin sortir de l'ère nucléaire. Nous devons absolument gagner ce combat ! Nous n'avons pas le choix : l'avenir sera dénucléarisé ou ne sera pas !

Vive la résistance antinucléaire !

Anne-Cécile Reimann

Sommaire

Edito.....	p.2
Prisonniers politiques.....	p.3
Crash d'Enron / LME...p.4-5	
CERN : témoignage.....	p.6-8
Manif Lyon.....	p.9
Tchernobyl -Théâtre..p.10-11	
Terrorisme.....	p.12-14
OMS/AIEA.....	p.15
Gorleben.....	p.16-17
Plutonium.....	p.18
Nos déchets.....	p.19
Initiatives populaires....	p.20
Brèves	p.21-23
Merci / talon-réponse...p.24	

www.contratom.ch

info@contratom.ch

022 740 46 12

Case postale 65

1211 GENEVE 8

CCP 12-13446-0

Abonnement : 30 Fr.

Cotisation annuelle : 40 Fr.

Soutiens : 60 Fr. ou plus....

Tirage 1500 ex.

Imprimerie du Lion

1203 GENEVE

Pétition Bandazhevsky

A VOUS D'AGIR

Il est urgent de signer et d'envoyer le plus de lettres possible pour demander la libération du professeur Bandazhevsky. Recopiez ou photocopiez la lettre encartée dans ce journal et n'oubliez pas de nous la renvoyer avant le 15 mars 2002.

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Paul BONNY

Fabien Von
BEERTEN

Mireille
BAUMANN

Philippe de
ROUGEMONT

Luc
DOUILLARD

Philippe
GOBET

Chäim NISSIM

Anne-Cécile
REIMANN

Georges
SETTIMO

Cyril
SCHÖN-
BÄCHLER

Laurence
TRABER

Pierre
VANEK

Là où le nucléaire passe, la démocratie trépasse

Je vous assure que dans la vie courante, je suis d'un naturel assez optimiste, privilégiant la comédie à la tragédie ! J'apporte cette précision car ça m'embêterait que vous me preniez pour une grincheuse, oiseau de mauvais augure ne voyant que du «moche» partout ! Seulement, voilà, quand on écrit dans un journal antinucléaire, il faut bien reconnaître que les bonnes nouvelles à annoncer ne se bousculent pas au portillon et pourtant, il faut bien continuer à empoigner le taureau par les cornes et s'atteler à dénoncer encore et toujours, ce qui est scandaleux, injuste et désespérant, Alors allons-y !

L'affaire Gregori Pasko

Après l'affaire Bandazhevsky, sur laquelle je reviendrai plus loin, voici maintenant le cas Gregori Pasko, journaliste russe qui risque 4 ans de prison si le pourvoi en cassation déposé par ses avocats est refusé. Ancien capitaine de la marine russe, Gregori Pasko a en effet été condamné le 25 décembre 2001 en appel par la Cour suprême militaire russe à 4 ans de prison ferme pour haute trahison. Il est accusé par le FSB (ex. KGB) d'avoir transmis des «secrets d'Etat» à des «organisations étrangères». Le journaliste avait notamment filmé le déversement de déchets radioactifs en mer du Japon. Ces images ont ensuite été diffusées par la télévision japonaise NHK sans l'accord de M. Pasko.

Reporters sans frontière s'en mêle

«Reporters sans Frontière» a qualifié «d'inacceptable et scandaleuse la condamnation du journaliste russe qui vise à intimider et à réduire au silence la presse russe sur des sujets

parmi les plus importants et les plus sensibles », encore une affaire à suivre attentivement !

Yuri Bandazhevsky

En ce qui concerne Yuri Bandazhevsky maintenant, ce savant biélorusse condamné à 8 ans de goulag (dont nous avons conté toute l'histoire dans le No 60 de ContrAtom, p. 6 et 7), nous apprenons par Solange et Michel Fernex dans un article publié dans le No 3 de PSP (Médecins pour une responsabilité sociale / pour une prévention de la guerre nucléaire) qu'ils ont pu rencontrer l'avocat de Yuri Bandazhevsky et que les centaines de lettres adressées au Président biélorusse ont permis certaines améliorations des conditions de sa détention. N'empêche que ce fondateur et doyen de la Faculté de Médecine de Gomel, recteur de l'Institut à l'âge de 33 ans, va bel et bien fêter ses 45 ans au goulag ! Solange et Michel Fernex appuient une nouvelle campagne de lettres adressées au Président Lukachenko.

«Je suis sûr que si on ne m'entend pas aujourd'hui, on m'entendra demain. Les graines du bon sens finiront bien par germer. L'essentiel est de les semer !»

Ainsi parlait Yuri Bandazhevsky dans une interview donnée peu avant d'être emprisonné, le 13 juin 2001.

Une nouvelle lettre

Nous prenons donc le relais et vous faisons parvenir par l'intermédiaire de ce numéro, une nouvelle version de demande de libération de notre prisonnier. Nous vous demandons ins-

tamment de nous la renvoyer signée au plus vite car nous avons décidé de nous rendre en chair et en os, porteurs de ces lettres, à la mission de Biélorussie, conférence de presse à l'appui, histoire d'attirer une nouvelle fois l'attention du public sur cette révoltante affaire. Pour que notre démarche soit crédible, il nous faut évidemment réunir un nombre de lettres suffisamment éloquent. Si vous avez la possibilité de photocopier cette lettre et de la faire signer autour de vous, ce serait vraiment extra. Mais surtout : n'oubliez pas de nous renvoyer en tous cas la vôtre. Ce petit geste à l'air anodin, mais mis ensemble les petits gestes dont on sous-estime trop souvent l'importance deviennent souvent de grandes actions. Le gouvernement de Biélorussie recherche actuellement les faveurs de l'Union européenne et Bandazhevsky, dont on parle trop dans la presse et au Parlement européen, constitue un obstacle encombrant ! Alors si on se met à en parler même en Suisse qui ne fait pas partie de l'UE, Lukachenko, cela ne peut que le rendre mûr !

Une lettre amicale

Au sujet de Yuri Bandazhevsky encore, sachez que ContrAtom lui a adressé une missive à sa prison de Minsk pour lui remonter le moral. Cette lettre se termine ainsi : «Nous espérons que vous recevrez cette missive car nous tenons beaucoup à ce que vous sachiez que tous les membres de notre association vous soutiennent chaleureusement. Avec toute notre ferveur ! Ceux et celles de ContrAtom. » J'espère que la prochaine fois que nous vous reparlerons de Yuri Bandazhevsky se sera pour vous annoncer sa libération !

Anne-Cécile Reimann

Faillite de la multinationale Enron

Les ressorts de la spéculation électrique mis à nu

«L'ouverture du marché de l'électricité? Une vague de fond qui submerge irrésistiblement le "paysage" électrique mondial. On ne peut l'arrêter avec les mains... » ainsi pouvait-on lire il y a peu dans l'édito de la revue de la branche électrique romande¹.

Or la Loi sur le marché de l'électricité (LME), manifestation helvétique de cette «vague», est bel est bien «arrêtée» aujourd'hui, grâce à nous en partie.

La LME au point mort

Le conseil fédéral n'ose pas la mettre en votation, le 9 avril on fêtera le premier anniversaire du dépôt de notre référendum - les référendaires dont des représentants de CONTRATOM se retrouveront d'ailleurs à Berne à cette occasion pour une réitération symbolique de ce dépôt.

La votation populaire serait pour septembre au plus tôt. Or la LME avait été votée par les Chambres quasi-unanimes à fin 2000, à un moment où la Californie, sixième économie du monde, subissait des coupures électriques et que consommateurs et collectivités y croulaient sous la facture d'une spéculation électrique inouïe. Ce sale climat pour vendre la libéralisation-privatisation a été l'une des raisons qui ont conduit - de manière antidémocratique - le Conseil fédéral à reporter à des jours «meilleurs» la votation sur la LME. Or on n'entend plus guère parler de la Californie. De juin à décembre dernier cet Etat n'a en effet connu qu'une seule alerte électrique (entraînant des coupures de courant possibles), alors que dans la première partie de l'an dernier elle en avait subi 38. La différence c'est que le 19 juin les régulateurs fédéraux américains ont finalement imposé un contrôle des prix continu.²

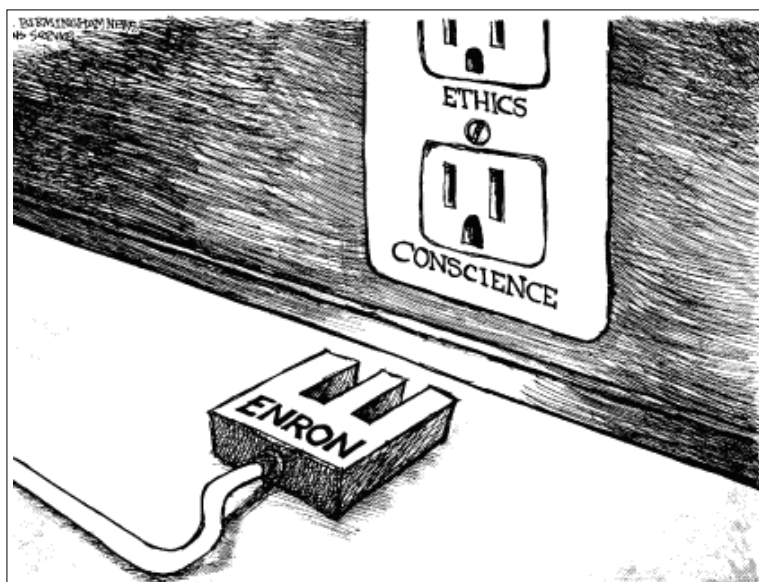
Mais... des USA nous vient un nouveau séisme, de nature à porter un coup aux adeptes du marché à tout prix comme le Conseiller fédéral Leuenberger père de la LME, et c'est notamment la mesure qui a épargné les *black-outs* à la Californie, qui a réduit le cash flow et précipité la crise d'Enron... Cette multinationale US, aujourd'hui en faillite, était le plus grand trader mondial d'électricité, de gaz. En février de l'an dernier l'hebdo économique américain *Business Week* faisait

personnelles», le premier des rats à quitter le navire, les poches pleines...

L'histoire est instructive, tout y est, dont la preuve que l'ouverture des marchés de l'électricité n'est pas un phénomène «naturel», une vague, une avalanche... mais qu'elle a été patiemment forgée à coup de dollars, de corruption, de combines.

Au printemps dernier Enron était adulée pour avoir «largement créé et habilement dominé le marché de l'énergie dérégulé aux USA»³. En 1992, c'est le

lobbying musclé d'Enron qui a abouti à la législation qui a «ouvert» les lignes des régies électriques existantes au transfert de courant de tiers. En 2000, Enron avait de l'ordre de 26 000 employés dans une quarante pays, affichait un chiffre d'affaire de 100 milliards de dollars, un bénéfice de près d'un milliard et de l'ordre de 70 milliards de dollars d'actifs à fin septembre. L'action Enron qui s'échangeait à plus de 90 dollars en août 2000



sa une avec la photo du président d'alors de la multinationale Enron, Jeffrey Skilling.

Un ange passe

L'homme se présentait comme «du côté des anges», en «guerre sainte contre l'inefficacité» visant à «combattre les monopoles» et en mesure de livrer à chacun «des produits et services exacts que désirent chaque consommateur individuel». Récusant les accusations liant Enron à l'explosion des prix électriques et aux *black-out* en Californie il prétendait que sa compagnie «ne profitait pas des prix élevés»... mais seulement «de la volatilité de ceux-ci». *Business Week*, admiratif, relevait le rôle de pionnier d'Enron dans la «financiarisation de l'énergie». En Août 2001, Skilling démissionnait de son poste pour «raisons

ne valait plus que quelques cents en décembre dernier. A son apogée au moins 20 % de l'ensemble des transactions du marché de l'énergie américain (toutes énergies confondues) passait par la «bourse»-maison d'Enron.⁴ Selon certaines estimations pour le gaz naturel et l'électricité on aurait atteint un sommet de 50%.⁵ En Allemagne, jusqu'à 30% des transactions électriques passaient par Enron.⁶

Courant virtuel...

Au-delà du «réel», Enron axait son activité sur le développement de «produits» financiers dérivés présentés - ironiquement - comme un moyen «gérer» les risques d'un marché spéculatif dont Enron est littéralement l'un des créateurs. Aux USA nombre d'entreprises avaient signé avec Enron des contrats à «long terme» pour garantir

leur sécurité d'approvisionnement électrique et se protéger contre la «volatilité» du marché. Elles se retrouvent aujourd'hui à découvert...

Copains et coquins

Tout le gratin politique des USA en particulier Georges Bush et son entourage, ont été arrosés de contributions massives aux fonds de campagnes. Ken Lay, PDG d'Enron, un ami de la famille, était l'un des conseillers de Bush quant il était gouverneur du Texas et a apporté à celui-ci à «titre personnel» un million de dollars comme coup de pouce à sa carrière, sans compter la mise à disposition de jets privés et autres avantages octroyés au candidat à la Maison Blanche. En échange, par exemple Lay a pu téléphoner au président de la Commission fédérale de régulation de l'énergie (FERC) Curtis Hebert pour lui enjoindre de presser le mouvement de l'ouverture totale du réseau à sa compagnie. N'ayant pas obtempéré il fut remplacé par un Texan plus «compréhensif»⁷.

Des versements massifs aux caisses noires des uns et des autres ont permis d'obtenir des lois taillées sur mesure et des nominations à des postes clés de personnel à la botte de la société. En décembre 2000 par exemple a été voté une loi sur le contrôle des marchés à terme⁸, cadeau taillé sur mesure pour Enron, cette loi exemptait de toute une série de contrôles publics les transactions liées à l'énergie. La vedette est tenue en particulier dans cette affaire par le couple Gramm, largement rémunéré par Enron, le mari sénateur républicain est un fanatique de la dérégulation, qui a orchestré le passage en douce de la loi susmentionnée. Sa femme Wendy a présidé sous Bush senior une commission officielle dans laquelle elle a fait passer en force dans les derniers jours de son mandat, l'exemption de contrôles sur certaines opérations à terme en matière d'énergie. Cinq semaines plus tard elle entrait au Conseil d'administration d'Enron... Le sénateur démocrate Paul Liebermann, chargé de présider l'une des nombreuses commission d'enquêtes parlementaires qui va mettre son nez dans le crash d'Enron et ses liens avec l'administration Bush aurait lui-même reçu des contributions significatives d'Enron pour ses campagnes.⁹

Enron a utilisé des centaines de sociétés écrans, dont plus de 800 basées

dans divers paradis fiscaux officiellement montrés du doigt par l'administration US elle-même, aux Iles Caïman par exemple, et pratiquait un principe de non transparence structurelle de ses activités qui ne dérangeait personne tant que le baratin de ses dirigeants était pris pour argent comptant et que la spirale spéculative assurait la croissance de sa cotation boursière. Ses dirigeants et cadres s'en sont mis plein les poches en encaissant des millions de dollars à travers des transactions douteuses et des bonus divers. Deux jours avant la faillite déclarée 500 cadres ont reçu un versement de 55 millions de dollars de primes extraordinaires! Mais ce ne sont là que brouilles à côté des 1100 millions de dollars qu'un groupe de 29 cadres ont encaissé en débarquant discrètement leurs actions de 1999 jusqu'à la mi-2001.¹⁰

Les employé-e-s d'Enron ont été nombreux à être licenciés sur le champ. Leur fonds de retraite et leur couverture en cas de maladie a disparu dans la déconfiture, les actions Enron dans la caisse de retraite ayant été «gelées» pendant que leur cours s'effondrait, alors que les dirigeants de la société en réalisant leurs *stocks options* a temps se sont fait des fortunes. Au-delà des salarié-e-s de la société d'innombrables épargnants ont été plumés, ainsi que des travailleurs d'autres entreprises dont les fonds de retraites avaient massivement spéculé sur l'ascension «irrésistible» du cours des actions Enron.

Le tiers monde mis à contribution

De l'Argentine, à l'Inde en passant par Mozambique... avec l'appui de la diplomatie US un vaste brassage d'affaires et de projets a conduit à ce qu'«Enron ne se soit pas fait beaucoup d'amis dans le tiers monde» selon l'euphémisme de *Business Week*¹¹. La méga-centrale électrique indienne de Dabhol, l'un des investissements étrangers les plus importants dans ce pays, dont les travaux sont en panne depuis juin, est l'un des projets les plus controversés dans lesquels a trempé Enron.

Au tarif de 52 millions de dollars par an Arthur Andersen auditait les comptes d'Enron. Cette société est elle-même au bord de la faillite aujourd'hui et fait l'objet d'une enquête pénale pour avoir détruit des documents potentiellement révélateurs de malver-

sations d'Enron. La chute d'Enron s'est précipitée quand ses dirigeants ont dû admettre que ses bénéfices de 1997 à 2000 étaient de 600 millions de dollars inférieurs à ce qu'elle avait annoncé avec la caution d'Arthur Andersen et que la société devait provisionner un milliard de dollars suite à l'effondrement de la valeur de ses investissements dans le secteur de l'eau et des télécoms notamment...

UBS en redemande

Les dépouilles d'Enron serviront à engraisser d'autres. *Citigroup* et UBS étaient en effet sur les rangs pour reprendre le trading d'*EnronOnline* qui constitue le coeur de l'activité de la multinationale et qui génère le 90% de ses bénéfices. C'est UBS qui l'a emporté, et qui a mis la main sur l'affaire - par le biais de sa filiale UBS Warburg - en espérant remettre la pompe à fric en marche!

Mais ça ne pourrait pas arriver chez nous? Qui pourrait avoir ce type de certitudes après la déconfiture de Swissair. Dans son rapport annuel 2000, Enron se vante de ses tentacules étendues jusqu'en Suisse et d'être en cheville avec *Swiss City Power AG* qui «contrôle 19% du marché électrique helvétique»¹². A la mi-novembre d'ailleurs la Ville de Zurich a dû interrompre en catastrophe la *joint venture* initiée entre l'entreprise électrique municipale EWZ et Enron pour faire dans le trading électrique.

Il est clair qu'on ne saurait bâtir une quelconque politique de l'énergie, antinucléaire sur les fondements pourris mafieux et spéculatifs que révèlent au grand jour l'affaire Enron. Il nous faut donc combattre avec la dernière énergie la libéralisation et à la privatisation de l'approvisionnement en électricité incarnés par la LME qui sont la négation absolue des exigences de transparence et de contrôle démocratique, ainsi que d'un système d'approvisionnement énergétique écologique et décentralisé que CONTRATOM a toujours mis en avant.

Pierre Vanek

¹ Les Cahiers de l'Électricité, juin 2001
² Blind faith: How Deregulation and Enron's Influence Over Government Looted Billions from Americans (Public Citizen, déc. 01)

³ NY Times 8.11.01

⁴ Forbes 30.11.01

⁵ NY Times 4.12.01

⁶ BBC News 30.11.01

⁷ Los Angeles Times 11.12.01

⁸ Commodity Futures Modernization Act

⁹ NY Times 21.2.01

¹⁰ NY Times 13.1.02

¹¹ Business Week, 12.2.01

¹² Sur www.emron.com : Annual report 2000

¹³ New York Times 14.1.01

CERN : nouvelle révélation d'intérimaire irradié

"Je ne veux pas disparaître sans avoir témoigné"

Ceci est une histoire vraie. Simple témoignage de ce que j'ai vécu, sans autre ambition que d'informer sur les dangers de l'atome, dangers que les spécialistes en communication d'EDF occultent soigneusement dans leur publicité pour promouvoir l'énergie nucléaire. «Nous vous devons plus que la lumière» paraît-il. Oui, c'est vrai, vous nous devez la vérité et là, il y a défaut !



Je m'appelle Georges Settimo, 54 ans, marié, deux enfants. J'ai commencé au « bas de l'échelle » pour finir expert en auscultation d'ouvrages d'art. Formé à travailler et raisonner avec rigueur, méthode et précision je ne crois aux coïncidences que dans la mesure de leur probabilité.

En 1974, j'avais 27 ans et travaillais avec deux autres intérimaires, Kader et Antonio dans les souterrains du CERN (Centre Européen de la Recherche Nucléaire) de Genève, alors en construction, à proximité de caisses et bidons portant le fameux et bien connu triangle de danger radioactif lorsqu'on m'a diagnostiqué un cancer du sang proche du dernier stade ce qui me laissait peu de chances de survie.

Défenseur du nucléaire

Farouche défenseur du nucléaire dans lequel je voyais la solution écologique et économique au problème crucial de l'énergie dans le monde, je n'y ai vu qu'une coïncidence et n'ai pas remis en cause pour autant mes convictions.

C'est donc en rejetant toute responsabilité du nucléaire dans ma maladie que j'ai entrepris de lutter contre elle, consultant de nuit et comme un voleur mon dossier médical afin de connaître la vérité sur son évolution (en matière de cancer, bonjour les mensonges), calculant mes chances de rémission en fonction de sa progression ou de son recul, m'informant auprès des publications médicales, discutant les protocoles de cure comme un spécialiste ce qui, je me souviens, mettait mal à l'aise le patron du service d'hématologie. Parlant de l'origine de cette maladie, mon médecin traitant avait bien évoqué une possible relation de cause à effet entre mon travail et mon cancer mais, prisonnier de mes certitudes, je n'ai pas voulu le croire. Sauf oubli, il fut le seul à m'avoir dit la vérité, me communiquer les statistiques de rémission (sauf à reprendre le dessus, j'en avais pour moins d'un an). S'il lit ces lignes, qu'il sache que je le remercie pour sa franchise. Et c'est ainsi que, encore sous traitement et à peine en état de travailler, j'avais repris le travail dans le nucléaire et participé (croyez que je le regrette!) à la construction d'EURODIF, à BOLLENE en 1976 ! Nul ne pourra me taxer d'avoir toujours été un antinucléaire convaincu !

Le cancer ?

Le cancer ? On le coupe (quand on peut), on le brûle (par radiothérapie au risque de générer un autre cancer) ou on l'empoisonne. Chirurgie, cobalt, chimiothérapie (à une époque où elle était balbutiante), j'ai subi tout cela et vous fais grâce de l'enfer que j'ai vécu et des agonies des compagnons d'infortune que j'ai vu mourir. Comment décrire la détresse d'une belle jeune fille de 16 ans qui a « toute le vie devant elle », c'est à dire 3 mois et qui, devenue chauve et squelettique sait que c'est la fin. Cette douloureuse expérience fut cependant une bonne leçon de modestie. Avant cela en effet, j'étais persuadé que ces choses là ne peuvent arriver qu'aux autres. Là aussi je me trompais mais j'étais jeune et j'étais con. Un moral à toute épreuve et une vie saine (je ne bois ni fume, fais du sport et mange bio) ont paraît-il, favorisé ma guérison. Je veux bien le croire.

Une révélation

C'est en allant faire ma cure de stabilisation de la maladie, dite cure d'entretien et alors que j'étais sur le point d'aller en mission de travail à la COMMUREX, (encore une usine nucléaire), que j'ai eu LA REVELATION ! Par le plus grand des hasards, alors que je traversais le couloir du service d'hématologie, j'ai été interpellé de son lit par un malade qui m'avait reconnu, Kader, l'Algérien qui faisait partie de mon équipe au CERN deux ans plus tôt. Moi je n'aurais pu le reconnaître, il n'avait plus de cheveux et même sa moustache et ses sourcils étaient clairsemés.

Rien qu'à le voir, j'avais compris. La lecture de son dossier (qu'on avait laissé sur son lit sans risques, il ne savait pas lire) m'apprenait qu'on lui avait enlevé la rate, qu'il en était au dernier stade, que son traitement était «palliatif», bref, un mort en sursis. Ignorant et naïf, il me dit qu'il a été très malade mais que ça va mieux (tu parles!) et qu'il retourne en Algérie dès sa sortie de l'hôpital.

Des certitudes s'effondrent

En quelques secondes mes certitudes se sont effondrées et je calculais déjà les probabilités de coïncidence quand le pauvre Kader leur a asséné le coup de grâce en m'apprenant candidement que le troisième membre de l'équipe était mort depuis six mois d'une longue maladie. Pour lui, il n'y avait pas à se poser de questions et avec la philosophie chère à ses origines il conclut par un : «Mektoub ! (c'était

écrit)». Sans commentaires. Merci Kader, je ne t'ai jamais revu, toi aussi tu reposes probablement quelque part dans ton pays natal comme Antonio, le Portugais, mais grâce à vous je suis guéri de mon orgueil et regarde désormais la vérité en face.

«Votre mort n'aura pas été inutile.»

Puisse ce témoignage, que j'écris sans intérêt ni connivence, sous mon entière responsabilité et dont j'autorise la plus large diffusion, être lu par le plus grand nombre et principalement par les «farouches défenseurs du nucléaire» dont je fus et dont font partie les techniciens de l'EDF. Libre à eux d'en tirer les conclusions qu'ils voudront.

Pour ma part j'ai refusé la pension d'invalidité à laquelle j'aurais pu prétendre. Je m'en suis tiré, avec des séquelles certes, (un stimulateur cardiaque assiste mon coeur, brûlé par les radiations) mais même si mon espérance de vie est sérieusement écourtée suis toujours vivant et en activité. Je ne demande ni reconnaissance ni indemnités et n'ai aucune haine ni rancune envers qui que ce soit, seulement l'espoir que ce témoignage ouvre les yeux à tous ces gens qui, convaincus des bienfaits et de l'innocuité du nucléaire, comme je l'étais moi-même avant cette douloureuse expérience, ne veulent rien voir.

On nous cache tout

Des gens qui se trompent, comme je me suis trompé, qui ignorent ou auxquels on cache les dangers du nucléaire. Ceux qui nous ont envoyé travailler dans des conditions critiquables savaient-ils ? S'ils savaient, je les laisse face à leur conscience. Sinon qu'ils sachent que je ne leur en veux pas, ils ne sont pas mes ennemis, eux aussi se sont trompés en minimisant les risques qu'ils nous faisaient courir. Cependant si j'étais mort comme mes deux compagnons personne n'aurait rien su et je ne veux pas disparaître sans avoir témoigné. Je regrette seulement d'avoir mis si longtemps à le faire.

A vous, l'ingénieur du CEA, le chercheur du CNRS, le technicien, le dirigeant, le politique, à vous qui avez le pouvoir de changer les choses et qui lisez ces lignes, vous savez qu'on ne peut juger que par comparaison. Comparez donc vos certitudes à celles que j'eus et qui sont les miennes aujourd'hui. Vous faut-il de nouveaux éléments ? Ce témoignage en est un. En ce qui me concerne, ma conviction est faite. Nous avons été irradiés à notre insu et pour cause, à moins de se promener avec un compteur Geiger sur soi en permanence comment le savoir puisque la radioactivité se joue allègrement de tous nos sens ? Oui, le nucléaire tue, de la façon la plus insidieuse qui soit et on ne saura jamais combien de gens en sont déjà morts. Encore aujourd'hui combien de gens ignorent le danger des matières radioactives ou le croient insignifiant ? Des millions sans doute. Quand leur dira-t-on la vérité ?

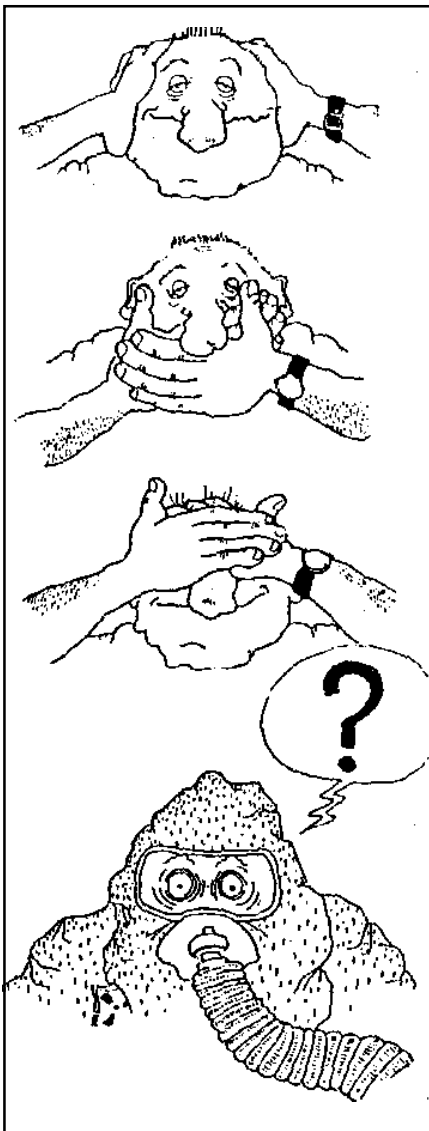
Mais vous, qui savez ! Qui savez qu'on ne peut les détruire, qu'elles ont une durée de vie qui se chiffre en milliers d'années, que certaines parmi les plus dangereuses (plutonium) n'existent que parce qu'elles sont créées par l'homme. Qui savez que nous sommes en train d'en répandre partout sur la planète. Quand arrêterez vous de faire l'autruche ? J'ai deux enfants, vous en avez peut-être aussi ou en aurez certainement. Quel monde sommes nous en train de leur léguer ? Cette pollution invisible, insidieuse et pérenne qui est la pire de toutes. Je n'ai que le pouvoir de témoigner, si vous avez le pouvoir de faire changer les choses, faites-le avant qu'il ne soit trop tard ! Arrêtons le massacre et **SORTONS ENFIN DU NUCLEAIRE !** L'erreur est humaine et nous sommes humains. Vous, moi, nous nous sommes trompés.

Pourquoi persévérer dans l'erreur ?

Georges Settimo

Fait à Palau del Vidre, le 30 septembre 2001

Paru dans La lettre d'information de décembre 2001 du Réseau «Sortir du nucléaire» www.sortirdunucleaire.org



La vérité se fait attendre !

Fin 1995 : un intérimaire, M. Pierre Allemann, se retrouve gravement malade après avoir travaillé 15 ans au centre de stockage des déchets radioactifs du CERN.

La Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRIIRAD) analyse divers éléments prélevés sur le site de Meyrin (GE) et présente un rapport accablant à la conférence de presse organisée par ContrAtom le 24 avril 1996.

Au-delà du cas Allemann, le statut des sous-traitants et des intérimaires est dénoncé, ainsi que les atteintes à l'environnement.

Le CERN riposte en affirmant notamment « ... il est impensable que des pièces d'une telle diversité puissent se trouver dans une poubelle ordinaire ». Michèle Rivasi, présidente de la CRIIRAD, écrit au CERN : « Suite à vos déclarations, des journalistes ont pu prononcer l'expression « Coup monté ». Elle réclame la tenue d'un débat public et contradictoire ainsi que de nouveaux contrôles effectués par 3 laboratoires indépendants.

Le 21 juin 1996, le Grand conseil genevois charge sa commission « Santé » d'étudier ce dossier.

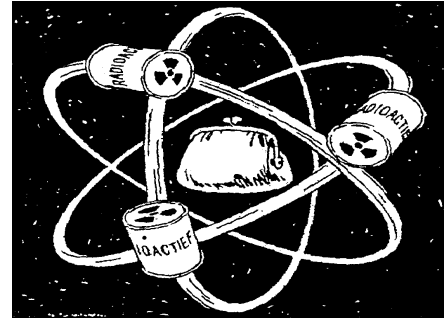
En novembre 1997, le Conseil d'Etat genevois adopte un crédit de 6,25 millions de francs qui vient s'ajouter aux 24 millions de la confédération destinés au financement du nouvel accélérateur de particules (LHC). En revanche, un crédit de 250 000 Fr. destiné à un audit indépendant – qui aurait permis un peu plus de transparence sur les pratiques du CERN – est refusé... à une voix près !

ContrAtom lance alors une pétition réclamant une étude indépendante pour établir un état des lieux complet sur la radioactivité au CERN. Elle sera déposée le 16 décembre 1997, munie de 1431 signatures.

Le 19 octobre 1998, un pseudo-débat est organisé par la Tribune de Genève : 98% de la salle est occupée par des gens du CERN qui monopolisent la parole et noient le poisson.

La Commission de la santé du Grand conseil genevois auditionne, le 28 mai 1999, MM. Yves de Préville, Gino Nibbio et Paul Bonny. Il semble que les député(e)s présent(e)s aient montré un intérêt certain pour ce dossier. Néanmoins, il ne paraît pas avoir beaucoup progressé depuis lors...

Paul Bonny



Depuis plus de 20 ans...

La radioactivité fait des ravages parmi les intérimaires depuis que le nucléaire existe ! Le CERN – comme toute centrale nucléaire – emploie cette « chair à canon des temps modernes » pour les tâches de maintenance. Cette main-d'œuvre subit des taux de contamination qui conduisent tôt ou tard au cancer. Mais c'est toujours mieux que le chômage ! Et, comme dit le CERN : « ... de toute façon, la relation entre les doses de radiation et la maladie n'est pas prouvée ».

Effectivement, les cancers n'arborent pas le logo du CERN ! Les experts estiment entre 10'000 et 15'000 le nombre de cancers professionnels par an, en France. La Sécurité sociale n'en reconnaît que 580 ! (Le Monde diplomatique, Décembre 2001).

Voici quelques cas dont ContrAtom a eu connaissance.

Dans les années septante, M. Pavol Kall accusait déjà le CERN de l'avoir irradié alors qu'il travaillait sur le site pour le compte d'un sous-traitant.

M. Charles Dumont, intérimaire lui aussi, se retrouve à la même époque, dans le tunnel du LEP. Sans aucune formation sur les dangers de la radioactivité, il est prié d'aller travailler dans une zone signalée « Restricted area ». Réticence de l'intéressé. « C'est ça ou la porte ! » La peur au ventre, il a obéi...

Il aura fallu six ans de démarches à MM. Dunand et Jacquemod (ce dernier est décédé voici deux ans d'une leucémie) pour obtenir gain de cause devant l'OIT (Organisation Internationale du Travail) en décembre 1988. Ils réclamaient la réévaluation de leur emploi de chauffeur de poids lourds en fournissant les preuves qu'ils avaient détecté à 27 reprises des produits radioactifs ajoutés à leur insu dans leurs chargements. Même le Service de sécurité n'avait rien détecté !

M. P. Lagarde n'a jamais reçu la moindre information sur les risques liés à la radioactivité.

Et pourtant, il a travaillé au stockage du matériel radioactif du CERN, de 1991 à 1994.

M. Jacques Gambet est décédé d'un cancer du pancréas en 1995 après avoir manipulé pendant des années du matériel contaminé.

M. Claude Passerieux, électronicien que le CERN envoyait dans les endroits « chauds », est mort d'une leucémie dans les années 90.

Enfin, Pierre Allemann. En 1980, il quitte son emploi de garçon de café pour devenir magasinier intérimaire au CERN. Durant quinze ans, il va, sans protection, scier et découper au chalumeau des déchets radioactifs.

Aujourd'hui, il souffre d'un cancer du poumon (reconnu par la Sécurité sociale). Après 7 années de procédure, il n'a toujours pas obtenu de pension. Pierre Allemann a deux enfants à charge.

Paul Bonny

"Les bêtes à Rems"

Le constat vaut pour les salariés des sous-traitants des grandes sociétés, auxquels les donneurs d'ordres imposent des délais et des prix aberrants. Une façon d'évacuer les risques de sa propre entreprise. L'exemple le plus flagrant est certainement celui du nucléaire, révélé et analysé par Annie Thébaud-Mony, directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ⁽¹⁾. Dans les centrales nucléaires, montre-t-elle, «85% des tâches de maintenance sont effectuées par des travailleurs «extérieurs», qui prennent 80% de la dose collective de contamination des centrales».

Passant d'un chantier à l'autre – se nommant eux-mêmes «les bêtes à rem» –, ils subissent vraisemblablement des taux de contamination hors normes. Théoriquement, ils doivent suivre des procédures strictement établies, mais il y a «un gouffre entre le travail prescrit et le travail réel». Et les entorses sont d'autant plus cachées qu'une fois leur dose de contamination atteinte ces salariés se retrouvent au chômage. Quand ils auront pris trop de rayonnements et seront gravement malades, il leur restera le revenu minimum d'insertion (RMI). Mais Electricité de France (EDF) n'a pas à assumer ses responsabilités et peut renouveler à sa guise une main-d'œuvre sous-payée et sans statut.

Extrait d'un article de Martine Bulard, paru dans Le Monde Diplomatique de décembre 2001 intitulé : «Maladies et accidents professionnels en hausse : retour de la mal-vie dans le monde du travail», pages 26-27

(1) Annie Thébaud-Mony, Industrie nucléaire, sous-traitance et servitude, Editions Inserm, Paris, 2000

La France aussi se mobilise



C'est sur le thème «Sortons de l'âge du nucléaire» que les anti-nucléaires français avaient décidé d'une vaste manifestation le samedi 20 octobre 2001, devant se dérouler au même moment à Lyon, Toulouse, Colmar, Lille et Nantes en présence d'élus locaux et/ou nationaux (Dominique Voynet à Lyon par exemple). Par solidarité, un petit groupe de contratomistes s'est joint au mouvement lyonnais. Le rassemblement y était prévu à 14 h 00 et l'étendue de la Place Bellecour faisait d'abord paraître bien maigre le nombre de participants rameutés au son d'un tam-tam improvisé sur 2 grands fûts en métal. Certains étaient grimés ou portaient des masques préfigurant les effets sur un visage d'une catastrophe nucléaire, d'autres encore avaient revêtu la traditionnelle combinaison blanche de Greenpeace.

Après les habituels discours, dont celui très percutant d'Anne-Cécile qui a défendu avec fougue et passion la cause qui nous anime tous, un cortège s'est lentement formé, sous une pluie diluvienne et là, au miracle, la foule était visiblement plus nombreuse que nous l'avions pensé (estimée par les organisateurs à 2000/3000 personnes). Des jeunes, des moins jeunes, frappant sur des boîtes de conserve aux couleurs jaune et noire, ont bravé les trombes d'eau pour marcher environ 1 h 30 dans les rues les plus commerçantes de Lyon et finir en beauté, et passablement mouillés, devant les locaux d'EDF sis non loin de la Tour

du Crédit Lyonnais. Aucun représentant d'EDF n'était visiblement présent sur les lieux.

Les organisateurs lyonnais se sont montrés très heureux d'une participation nettement plus importante qu'espérée. Ils nous ont dit «vous ne vous rendez pas compte mais pour la France, c'est beaucoup !» Quant aux autres villes où des manifestations avaient également lieu, la participation réjouissait aussi notre collègue français avec des estimations plus élevées que pour Lyon. Je n'ai malheureusement trouvé qu'une seule estimation, celle de Toulouse, 5000 personnes selon un des animateurs, 2500 selon la police, en tout cas loin des 20'000 manifestants qui s'étaient réunis une semaine plus tôt pour venir dire «Plus jamais ça» après l'explosion de l'usine AZF.

Le regain d'intérêt porté à la sécurité des sites nucléaires français, cibles potentielles d'attentats terroristes, n'a donc guère réussi à élargir la prise de conscience. A l'heure actuelle, on préfère se faire peur, nous faire peur, avec l'anthrax puisqu'on peut en même temps activer la peur et la calmer en nous proposant un antibiotique efficace.

Aborder le problème du danger nucléaire, un poison sans antidote, c'est oser regarder en face une telle monstruosité que beaucoup, les plus nombreux, préfèrent ignorer, surtout faire comme si cette réalité n'existait pas.

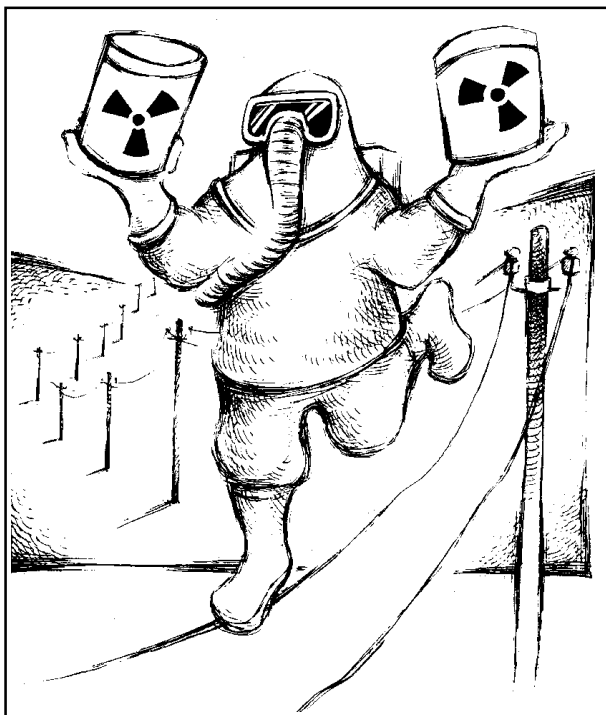
Mireille Baumann

ContrAtom à la porte d'un théâtre

Il s'agit bien là d'une première : invitée par le directeur du théâtre du Grütli, Philippe Luscher, ContrAtom a «tenu boutique» du 6 au 25 novembre devant la porte du théâtre du Grütli qui donnait, en création, dans une mise en scène de Boris Lutsenko, «Les trois sœurs à Tchernobyl». Dans ce contexte, nous avons convenu d'être présents ½ heure avant chaque représentation.

Je puis vous dire que la chose n'allait pas de soi : le commun des mortels lorsqu'il se déplace pour aller au théâtre, le fait dans un but de délasserment et ne s'attend pas forcément à être apostrophé par des militants qui veulent le sensibiliser aux dangers de l'atome et au besoin impérieux de se mobiliser contre le nucléaire, quelque soit le sujet de la pièce qu'il vient voir !

Les premières fois, je me suis sentie assez mal à l'aise, tendant d'une main hésitante mon prospectus jaune : «Le nucléaire suisse au-dessus de tout soupçon ?». Les futurs spectateurs, qui pour la plupart ne savaient pas encore qu'ils allaient assister à une pièce à forte connotation antinucléaire, semblaient se demander ce que je pouvais bien fiché là !



Certains m'ont lancé : «C'est pour Swissair ?» d'autres : «ContrAtom ? ah non, c'est beaucoup trop politique !».

Lors de la première représentation, j'ai assisté au spectacle, qui est, vous le savez, le fruit d'un «montage» entre la partition tchékhovienne des «Trois sœurs» et le documentaire à la fois hyperréaliste, poétique et métaphysique de Svetlana Alexievitch : «La Supplication» (lire l'article de J. Rossiaud au sujet de «La Supplication» dans le No 54 de ContrAtom, p.8).

Allez, pendant qu'on y est, je vous résume la pièce, vite fait, bien fait :

En résumé

Après la catastrophe, qu'on devine être celle de Tchernobyl, seul un perroquet mécanique occupe la scène, bientôt rejoint par un clown triste tombé du ciel sur une planète dévastée, la Terre. Ce saltimbanque découvre le manuscrit de Tchekhov et celui de Svetlana Alexievitch. Suite à une énorme explosion, les deux manuscrits s'envolent, les pages se confondent, se mêlant les unes aux autres. Demiurge, metteur en scène, scénariste, ordonnateur de la partition, le

clown se saisit alors d'une page des «Trois sœurs» puis d'un extrait des témoignages de «la Supplication» d'où une couronne de fragments, un montage de dialogues et monologues qui fait surgir de l'imagination du clown, tour à tour les personnages tchékhoviens et les témoins porteurs de voix suppliciées de Tchernobyl.

Dans la pièce de Tchekhov qui se déroule au début du siècle, les gens imaginent que dans une centaine d'années la

vie sera plus heureuse, notamment grâce à l'apport de la science. L'œuvre de Svetlana Alexievitch, elle, scelle le crépuscule d'un siècle de catastrophes, le bilan tragique de ce rêve de félicité future. Lorsque les personnages tchékhoviens basculent dans leur avenir, ils se retrouvent ainsi sous les traits des témoins et acteurs de Tchernobyl dépeints par la journaliste biélorusse.

Une pièce émouvante

Ça a l'air clair à raconter ainsi à l'aide des explications du prospectus du théâtre, mais sur la scène toute cette histoire est pas mal embrouillée et une chatte aurait tout de même un peu de mal à y retrouver ces petits ! Voilà pour le côté analyse intellectuelle.

Maintenant, côté affectif, moi, je vous l'avoue, j'ai été émue jusqu'aux larmes. Les acteurs étaient formidables et ont su créer des moments d'intense émotion. Les témoignages des rescapés de Tchernobyl sont parfois proche de l'insoutenable et vers la fin de la pièce, lorsque le clown soulève et rabaisse, dans un mouvement frénétique, le couvercle d'une marmite en hurlant «alors les centrales nucléaires, les fermer ? Plus d'électricité ! Ne pas les fermer ? La terre anéantie ! Les fermer ? Ne pas les fermer ? Les fermer ? Ne pas les fermer ?...» Je vous mets ma main à couper que tout le monde dans la salle avait envie de crier : «Les fermer, nom d'une pipe !»

Ciel : «L'ambassadeur de Biélorussie» !

Donc, je reprends : me voici spectatrice, le soir de la première à laquelle assiste également tout un petit gratin de personnalités dont, entre autres : l'ambassadeur de Biélorussie ! Biélorussie, Bandazhevsky, goulag, ça vous dit quelque chose ?

(A ce propos n'oubliez pas de nous renvoyer signée, la lettre encartée dans ce numéro !)



Or j'avais, cachés sous ma petite laine, quelques panneaux jaunes «Libérez Yuri Bandazhevsky» que je comptais brandir héroïquement sous le nez des officiels biélorusses, mais c'était hélas sans compter sur l'effet que la pièce avait produit sur ma personne : je me trouvais après le spectacle dans un état psychologique très amoindri et bien incapable de mettre mes projets à exécution ! J'ai donc pris courageusement la poudre d'escampette avec armes et bagages laissant le gratin biélorusse à ses mondanités !

Une expérience positive

Par contre, j'ai continué vaillamment à assumer chaque soir «le piquet» ContrAtom à la porte du théâtre et, tout compte fait, cette expérience m'apparaît plutôt positive. Certes, quelques rebuffades m'ont fait parfois me demander ce que je faisais là, mais j'ai aussi et surtout eu l'occasion de discuter avec des gens qui vont s'intéresser dès lors plus sérieusement à la lutte antinucléaire. J'ai aussi pu constater que le commun des mortels ne sait presque rien sur la réalité nucléaire de notre pays. Certaines personnes ne savent pas combien nous avons de centrales nucléaires en Suisse (il y en a même qui pense que nous n'en avons point !). D'autres pensent que le problème des déchets est résolu depuis belle lurette ou que le retraitement, c'est bien, car il enlève la radioactivité des déchets ! La plupart des gens ne croit pas qu'il

existe 2 mètres de fissures à Mühleberg et me demandent de fournir des preuves et il y a évidemment tous les fanatiques pro qui assurent que le nucléaire est la seule énergie d'avenir, une énergie propre, qui n'engendre pas d'effets de serre (alors que le CO2 est le principal gaz à effet de serre...) et qui assurera le confort de l'humanité ad eternam.

Microtrottoir nucléaire

Ce qui ressort en tous cas clairement de ce «micro trottoir théâtral» c'est que nous avons encore beaucoup de boulot à faire pour informer les gens, d'ici aux prochaines votations, sur nos initiatives antinucléaires et que chacun d'entre nous est chaleureusement invité à prendre son bâton de pèlerin. A la porte du Grütli je n'ai peut-être pas réussi à convaincre des masses de gens, mais certainement quelques personnes qui seront désormais dans notre camp. C'est peut-être comme cela qu'on avance : lentement, mais sûrement.



Une terrible dictature

La permanence devant le théâtre m'a aussi permis d'avoir la confirmation (mais je n'en doutais pas) que la Biélorussie est une terrible dictature et que Yuri Bandazhevsky est dans une belle gonfle ! Lors de la rencontre entre le public et les comédiens, Svetlana Alexievitch (l'auteure de la Supplication) nous avait clairement expliqué qu'elle avait dû s'exiler en Italie, suite à la publication de son livre. Quant à Boris Lutsenko, l'adaptateur et metteur en scène des Trois sœurs à Tchernobyl, je trouvais bizarre qu'il puisse à la fois écrire des pièces aussi subversives et être en même temps directeur artistique du Théâtre National de Biélorussie à Minsk. Je lui avais d'ailleurs clairement posé la question : «N'avez-vous pas peur de rentrer en Biélorussie après avoir créé cette pièce, sachant qu'elle a été vue par l'ambassadeur de votre pays ? » Il m'avait alors répondu qu'il était serein et pas du tout inquiet. Eh bien voilà le résultat des courses : après son départ, le Théâtre du Grütli a envoyé à son imprésario en Biélorussie la critique de la Tribune de Genève qui était mauvaise. Cette critique a été traduite et publiée dans tous les journaux de Biélorussie. Aux dernières nouvelles, (y-a-t-il ou non cause à effet?) le Théâtre National de Biélorussie est fermé, soit disant pour cause de travaux dont il n'y a pas la moindre trace et Boris Lutsenko, s'il n'a pas encore été démis de ses fonctions, est d'ores et déjà mis à pied, puisqu'il n'a plus rien à faire dans un théâtre fermé. La situation est dramatique pour toute la troupe du théâtre qui n'est plus payée. Les plus optimistes espèrent une hypothétique réouverture en mars, mais il est plus probable que "le dictateur" en place juge que ce n'est pas très important d'avoir un théâtre national à Minsk, surtout si son directeur fait passer des messages peu conformes à la ligne politique en vigueur là-bas. Le théâtre risque donc bien d'être fermé pour longtemps. Le seul espoir pour la troupe de Minsk serait de trouver une production suisse qui soit montée là-bas par les comédiens qui n'ont actuellement plus un sou pour fabriquer des décors et des costumes. Un théâtre qui se meurt, c'est un malheur !

Quoi qu'il en soit, je me tiens au courant et je ne manquerai pas de vous informer de la suite des événements. C'est chouette la liberté d'expression dans l'ex-union soviétique !

Anne-Cécile Reimann

Les pays nucléarisés sont des colosses aux pieds d'argile...

Dans notre numéro de septembre dernier, nous abordions le thème de l'actualité terroriste – les attentats du 11 septembre – et de son lien avec la défense militaire d'un pays doté de centrales nucléaires. Au niveau de la crise afghane, il semble que nous soyons passés à côté du pire, par exemple un avion qui aurait foncé sur la Hague, mais globalement le risque d'un acte nucléo-terroriste dans les années à venir est malheureusement tout à fait probable. L'équation est simple, il s'agit de revisiter l'histoire de David et Goliath : vous remplacez la pierre par un avion et Goliath par une nation nucléaire... Les conséquences pourraient être la transformation d'un continent comme l'Europe en un no man's land inhabitable pour quelques années, siècles ou millénaires.

Certaines centrales suisses récentes sont censées résister à la chute accidentelle d'un avion de ligne du style boeing 707 (tout comme les tours du WTC...), mais pas forcément à une attaque kamikaze à pleine vitesse, encore qu'on puisse penser qu'il serait difficile de viser le cœur du réacteur, une destruction, par exemple, des tours de refroidissement n'ayant que relativement peu d'importance. Toutefois la DSN ⁽¹⁾ admet que la sécurité complète contre les attentats aériens n'existe nulle part dans le monde (voir encadré ci-dessous). D'ailleurs une étude allemande également montre que même des murs de deux mètres d'épaisseur comme il en existe ne pourraient préserver intégralement les installations nucléaires...

La Hague....

De plus, si une attaque terroriste visait des piscines de refroidissement à la Hague, les conséquences en matière de diffusion de matières radioactives pourraient représenter 50 fois Tchernobyl...

A plus petite échelle, un stockage provisoire de déchets pourrait aussi faire l'affaire, si j'ose dire, de même qu'un conteneur pour le transport de déchets (prévu uniquement pour résister à une chute de neuf mètres de hauteur...)

L'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) elle-même, habituellement plutôt encline à rassurer l'opinion publique et à promouvoir le nucléaire, a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises, demandant aux Etats d'assumer une meilleure protection des sites nucléaires ! Preuve que la menace est sérieuse... et que la société civile devra continuer d'assumer les coûts du nucléaire même après une soi-disant libéralisation (et de même pour la question des déchets).

Des batteries DCA autour des centrales

Dans la fièvre de l'après 11 septembre, de nombreux pays ⁽²⁾ occidentaux mais également de l'Est, ont pris des mesures d'urgence en installant en toute hâte des batteries DCA ou/et des gardes armés autour des centrales nucléaires... sans aucune préparation stratégique et sans aucune assurance que cette défense-là pourrait être efficace. En octobre 2001, le directeur de la Hague s'énervait en voyant passer un hélicoptère transportant des journalistes au-dessus de l'usine de retraitement, alors qu'une interdiction de survol était pourtant clairement annoncée... Que doit faire l'armée dans un cas comme celui-là : abattre les journalistes par mesure de précaution... ou dans le doute laisser voler un hélicoptère peut-être dirigé par des terroristes ?

Attaques par le sol

Mais il est même inutile d'acheter le dernier simulateur de vol Microsoft, car on peut s'introduire dans une centrale nucléaire très simplement par la voie terrestre... Par exemple, à No-

gent-sur-Seine, l'une des centrales nucléaires réputées les plus sûres de France a pu être infiltrée sans difficulté par des « supergendarmes ». C'est l'une des graves lacunes relevées lors d'un test national commandé par Matignon. Cette mission spéciale s'est effectuée dans la plus grande confidentialité. La menace est donc bien réelle et préoccupe les plus hautes autorités. Résultat du test : « Des défaillances ont été effectivement constatées, nous allons y remédier », confiait un haut fonctionnaire, laconique et visiblement gêné. Lors de l'une de ces missions, un homme du GIGN a même pu s'introduire avec un faux badge dans la centrale nucléaire. La pratique des terroristes serait en outre plus facile que celle des « supergendarmes » puisqu'eux n'hésiteraient pas à prendre des otages et à se faire ouvrir les portes...

La bombe « sale »

Un autre scénario catastrophe est celui de la bombe dite « sale » (par opposition aux bombes nucléaires ou aux armements traditionnels recouverts d'uranium appauvri, qui sont qualifiés de « propres »...). L'hypothèse est que les terroristes n'ont pas accès à la technologie permettant de construire des armements nucléaires – ce qui reste à prouver -mais qu'ils pourraient utiliser une bombe traditionnelle mélangée à des éléments nucléaires pour obtenir par dispersion une contamination radioactive de l'environnement. Toutes les semaines on lit des dépêches relatant des trafics d'uranium, en particulier venant des pays de l'Est, ce qui montre que ces trafics sont très fréquents car forcément ils ne sont pas tous découverts, et la fouille des grottes d'Al-Qaïda a prouvé que les milices de Ben Laden disposaient de stocks de matières nucléaires. Le désespoir et l'humiliation subie par les islamistes aidant, il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagina-

tion pour prévoir que tôt ou tard cette bombe « sale » sera utilisée... M. Ben Laden a d'ailleurs clairement averti que si les USA utilisaient le nucléaire ou le chimique en Afghanistan, Al Qaïda répondrait avec les mêmes moyens... Or les USA ont utilisé des armements à l'uranium appauvri en Afghanistan (comme en Irak et au Kosovo). Ils ont également envisagé d'utiliser des armements nucléaires, faisant même reculer la Croix-Rouge qui avait osé s'opposer à ce concept ! Reste à savoir si M. Ben Laden est aussi fou que M. Bush ? ⁽³⁾

Au lendemain des attentats du 11 septembre, les services secrets russes avaient averti leurs homologues américains que la prochaine cible des terroristes serait une installation nucléaire américaine...

Mettons le nucléaire sur la touche ou... acceptons une société policière

Pour conclure, il faut, pour défendre un pays, démanteler ses installations nucléaires et faire disparaître ses déchets (mais comment ?! Commençons par cesser d'en produire !)... ou aller vers plus de militarisation de la société, plus de surveillance policière, moins de liberté. Nul doute que c'est vers cette deuxième solution que les Etats se dirigeront... sauf si la population les force à choisir la première...

Philippe Gobet

(1) Division pour la Sécurité des installations Nucléaires, organisme fédéral

(2) par exemple la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la République Tchèque, le Canada et évidemment les USA

(3) Pour ceux qui trouveraient cette phrase choquante, au regard des près de 3000 morts du WTC, rappelons que le blocus décidé par les américains contre l'Irak a provoqué plus d'un million de morts en 10 ans, dont une forte proportion d'enfants. Vous vous souvenez de la guerre du Golfe ? Mais oui, rappelez-vous « la guerre propre »... Quand le blocus prendra fin, un jour, l'irradiation des habitants par l'uranium appauvri dégagé par les munitions continuera, avec les maladies déjà connues dans les maternités irakiennes... Certes, Saddam a aussi une part de responsabilité... Au bal des fous il n'y a pas beaucoup de dirigeants dans l'orchestre...

Extrait d'un rapport de la DSN

(...) Les centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg, construites dans les années 1970, n'offraient au départ qu'une protection limitée contre les effets de l'impact d'un avion. Elles ont donc été dotées de nouveaux équipements de sécurité résistants à un accident d'avion, conformes à la directive R-102 de la DSN. Grâce à ces équipements mis en service en 1989 (Mühleberg) et en 1992 (Beznau), les graves perturbations sont maîtrisables sans intervention humaine pendant les dix premières heures. Le bâtiment qui abrite ces installations présente une paroi d'un mètre d'épaisseur. En outre, les équipements de sécurité font appel dans les deux cas à des techniques de construction et à des dispositifs d'aération à l'épreuve des conséquences d'un incendie de carburant.

Quant à l'équipement technique des installations plus récentes de Gösgen et de Leibstadt, la charge de référence est celle d'un avion civil de type Boeing 707-320 (masse d'environ 90 tonnes) qui heurterait le bâtiment du réacteur à une vitesse de 370 km/h. Des murs d'une épaisseur minimale de 1,2 mètre offrent une protection élevée contre un tel scénario.

Les centrales actuellement en service ne se prêtent toutefois pas à un rééquipement technique qui garantirait une protection à 100 % contre les conséquences d'un attentat terroriste tel que celui du World Trade Center. Dans l'hypothèse d'une telle agression contre l'une des centrales suisses et d'un choc direct du propulseur de l'avion contre le bâtiment du réacteur, on ne peut exclure que des éléments combustibles en stock ou le système de refroidissement primaire ne soient atteints et que des éléments radioactifs n'en soient libérés.

(...)

Plus de détails sur le site de la DSN :

http://www.hsk.psi.ch/pub_fra/hsk_homef.html

Les lauréats du Nobel s'alarment du risque de terrorisme nucléaire

Les lauréats du prix Nobel de la paix ont tiré la sonnette d'alarme face à la menace grandissante d'un terrorisme nucléaire mise en lumière par les attentats du 11 septembre, pressant les différents Etats de prendre les mesures nécessaires pour éloigner ce risque. «Les événements du 11 septembre ont littéralement fait exploser l'illusion de sécurité à travers des politiques unilatérales», a déclaré le physicien polonais Joseph Rotblat, lauréat du prix Nobel de la paix en 1995 pour sa campagne pour le désarmement. M. Rotblat a notamment relevé qu'Oussama ben Laden avait laissé entendre que son réseau Al Qaïda était en possession d'armes nucléaires. «De telles affirmations ne peuvent pas être écartées à la légère», a souligné le physicien. «De nombreuses personnes croient qu'il est difficile de fabriquer un engin explosif nucléaire. Elles se trompent», a-t-il ajouté. Selon lui, une personne seule ou un petit groupe d'individus ayant suivi pendant quelques semaines des études de physique nucléaire de base et d'ingénierie pourrait confectionner une bombe atomique aussi puissante que celle qui a dévasté la ville japonaise d'Hiroshima en 1945. Cofondateur de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1985, Bernard Lown a estimé que la meilleure façon de prévenir le terrorisme nucléaire était de démanteler les arsenaux nucléaires des Etats.(...)

(AFP) Oslo 7 décembre 2001

Que deviennent nos vieux démons ?

Superphénix : un long démantèlement

Qui d'entre nous, au moment des attentats kamikazes de l'automne dernier, n'a pas été effleuré par l'idée du danger représenté par Superphénix ? Méchante idée, bien vite remplacée par un sentiment de soulagement : «-Ouf, cette maudite installation est fermée depuis belle lurette, donc hors d'état de nuire !» Vraiment ?

Rappelez-vous : la construction de Superphénix a duré de 1976 à 1985 (soit 9 ans !). Le réacteur a été arrêté officieusement en 1998. Et aujourd'hui, trois ans après la fermeture officielle, où en sommes-nous, dans l'opération de démantèlement ? Les barres de combustible au plutonium ont été «déchargées» (= sorties du réacteur) et stockées dans le bâtiment voisin : L'APEC (atelier pour l'entreposage du combustible) Au total, 650 assemblages sont présents dans ce bâtiment, qui, à l'instar d'autres installations nucléaires, ne résisterait pas à un avion kamikaze. Le chute sur ce bâtiment provoquerait au minimum une dispersion d'un aérosol chargé de plutonium chimiquement très cancérigène, au plus une explosion nucléaire.

Bonnard, hein ?

Mais non je n'écris pas ça juste pour vous foutre la trouille, je viens de le lire dans l'excellent journal «Silence» qui explique aussi qu'il convient maintenant de construire une usine de neutralisation du sodium. Ce n'est qu'après qu'on pourra commencer à démonter le bâtiment réacteur, dont une bonne partie n'est pas très radioactive, le réacteur n'ayant que peu fonctionné. Au total, cela devrait prendre plus de temps que la construction !

En attendant l'achèvement de ces travaux d'Hercule, j'espère que vous avez conservé vos patilles d'iode à portée de main et gardé en mémoire l'adresse de l'abri anti-nucléaire qui vous est assigné. Inch Allah !

Anne-Cécile Reimann

Etes-vous assuré pour 4300 milliards ?

Anne-Cécile évoque dans son article sur le démantèlement de Malville la possibilité d'un attentat terroriste contre l'APEC (atelier d'entreposage des éléments combustibles). Philippe Gobet, lui aussi, parle de deux études complémentaires de la DSN, consacrées à cette possibilité effrayante : un attentat à l'avion kamikaze contre une centrale suisse !

Moi au contraire, dans le présent article, je veux vous annoncer une bonne nouvelle, dans l'esprit de Noël : notre ami Rudolf Rechsteiner, anti-nucléaire Bâlois de la meilleure souche, docteur en économie politique et conseiller national socialiste, président de nombreuses sociétés électriques, s'est ému lui aussi de constater que même les centrales les plus sûres, les centrales suisses et allemandes, ne résisteraient pas à une attaque terroriste. Il a repris les calculs de l'office fédéral de la protection civile, qui prévoyaient des dégâts chiffrables à ... 4300 milliards de francs en cas d'une telle attaque. Il a repris les calculs de la DSN, qui chiffreraient la probabilité de la chute d'un avion sur une centrale, à 10 sur 1 million. Mais ces calculs, faut-il le préciser, dataient d'avant le 11 septembre, et se contentaient de calculer la probabilité – infime en effet - d'une chute accidentelle. (Explication : l'espace aérien est immense, les avions tombent rarement, la probabilité qu'un gros avion tombe justement sur une centrale est faible, de 10 sur 1 million en effet) Si on introduit dans l'équation probabiliste la chute intentionnelle d'un gros avion de ligne, tout change, bien évidemment, parce que du coup le pilote vise la centrale : les probabilités sont beaucoup plus fortes, et du coup les primes d'assurance RC payables par les centrales nucléaires suisses devraient exploser !

Aussi Rudolf Rechsteiner n'y va pas par 4 chemins et propose tout

benoîtement au Conseil Fédéral et aux chambres la discussion d'une initiative parlementaire qui prévoit — la fermeture immédiate des 5 centrales suisses, et la conclusion de contrats d'approvisionnement à long terme de courant éolien en provenance d'Allemagne. Dans ce contexte Rudolf Rechsteiner explique qu'avec les projets actuels de fermes éoliennes sur la mer du Nord, l'Allemagne et le Danemark devraient être dotés d'ici 2007 d'un parc d'éoliennes équivalent à 14 centrales nucléaires, et que les actions en bourse de ce parc d'éoliennes ne cessent de monter, au fur et à mesure que les actions des sociétés nucléaires perdent des points !

Des bémols

Sur ce point un tout petit bémol de l'auteur du présent article : mieux vaut d'après moi construire des éoliennes au Jungfrauoch ou sur le Jura qu'importer du courant danois, pensons globalement mais agissons localement !

Un 2° bémol, complémentaire au précédent : les investissements dans les économies d'énergie pourraient déjà à eux seuls assurer 20% de nos besoins, commençons par cela !

Le budget militaire

Pour assurer le financement de ces contrats, Rudolf Rechsteiner propose d'avoir recours au budget militaire, pour une fois en effet l'argent du budget militaire serait véritablement utilisé pour assurer la sécurité du peuple Suisse !

Gageons que les chambres et le Conseil Fédéral dans leur grande sagesse vont faire bon accueil à cette initiative intéressante !

On vit dans un monde formidable ne pensez-vous pas ?

Chaim Nissim

Notre feuilleton : Echange épistolaire entre Contratom et Ruth Dreifuss : (suite mais pas fin !)

Résumé : En date du 7 mai 2001, dans le contexte des "Quinze ans après Tchernobyl" Contratom écrivait une lettre à Ruth Dreifuss pour lui demander si des études avaient été effectuées en Suisse par rapport aux "retombées" (au propre comme au figuré) de la catastrophe de Tchernobyl, tant sur la santé des habitant-e-s que sur l'environnement. En effet, si bon nombre d'informations nous parviennent de France :

- Déclaration du ministère de la santé annonçant 9% d'augmentation des cancers de la thyroïde.
- Déclaration de l'office de la protection contre les radiations ionisantes, reconnaissant que cette pathologie avait doublé et même triplé selon le docteur Guille, spécialisé en médecine nucléaire.
- Dépôt d'une plainte de 60 personnes, malades de la thyroïde, contre les autorités françaises, accusées de n'avoir pas imposé des mesures de protection en avril et mai 1986, etc...

Venant de Suisse, rien, pas l'ombre d'une statistique, aucune enquête officielle publiée dans la presse, silence radio ! D'où notre curiosité, et la raison de notre lettre à Ruth.

En 2^e partie de la missive, nous demandions à Madame Dreifuss de prendre position dans l'affaire des liens entre l'OMS et l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique) à l'occasion de l'assemblée mondiale de la santé qui devait débiter le 14 mai et à laquelle elle allait participer.

En réponse à cette lettre, notre ministre nous adressa, en date du 19 juin 2001, un courrier insipide, truffé de lieux communs, nous rappelant les mesures prises au moment de la catastrophe de Tchernobyl : recommandations diverses sur la consommation d'eau de citerne, reprenant

ensuite l'argumentation éculée sur la radioactivité naturelle en Suisse qui contrarierait les mesures et rendrait très difficile une mise en évidence d'une augmentation des cancers : «- compte tenu de la faible dose ajoutée pour la population suisse par Tchernobyl, qui se situe dans les fluctuations des doses d'origine naturelle, on comprend mieux pourquoi une mise en évidence d'une augmentation statistiquement décelable des cas de cancer résultant de Tchernobyl dans notre pays apparaît comme étant très difficile»... puis, cerise sur le gâteau : «En ce qui concerne votre perception de l'OMS, nous la regrettons et ne pouvons que vous rendre attentif à la déclaration No 06 du 23 février 2001 de l'OMS (soit 10 jours après notre manif devant l'OMS !) qui confirme le souci d'indépendance de cette organisation dans ses actions et informations» C'est trop beau !

Eberlués et incrédules face à cette missive surréaliste, nous prîmes le parti de récrire une bafouille publiée in-extenso dans le contratom No 60, faisant part de notre déception face à tant de laxisme et exprimant notre incrédule par rapport au fait que l'intéressée ait pu écrire elle-même de telles âneries, préférant croire dans notre grande bonté que des sbires (dont nous avons cru reconnaître la patte !) en étaient les auteurs ! Eh bien aux dernières nouvelles nos gentilles illusions sont proprement balayées : dans une lettre datée du 4 décembre 2001, Ruth persiste et signe : jugez vous-mêmes :



Bon! Alors maintenant qu'est-ce qu'on fait? Je sens que la tension monte! La suite de l'histoire au prochain numéro!

Anne-Cécile Reimann



La Cheffe du département fédéral de l'intérieur

ContrAtom
Mme Anne-Cécile Reimann
Présidente
Monsieur Paul Bonny
Case postale 65
1211 Genève 8

"Madame la présidente, Monsieur,

Permettez-moi de revenir brièvement sur votre lettre du 6 septembre 2001, afin de préciser que je n'ai pas fait de déclaration officielle au nom de la Suisse lors de l'Assemblée mondiale de la santé au mois de mai dernier et que je n'ai pas - contrairement à ce que vous semblez supposer - pour habitude d'être instrumentalisée par mon entourage; je signe donc mes lettres en toutes connaissances de cause sans qu'un échange de correspondance puisse m'échapper.

Sur le fond, je ne peux que répéter que je ne minimise aucunement l'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl, ce qui d'ailleurs ressort clairement de ma première lettre du 19 juin 2001.

Je vous prie de croire, Madame la présidente, Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.

Ruth Dreifuss
Conseillère fédérale"

Gorleben will leben – Gorleben veut vivre

A propos de la grande résistance contre le dernier transport nucléaire de La Hague à l'Allemagne

De l'action pour commencer...

Un groupe de quarante personnes court à travers champs en direction d'une voie de chemin de fer, l'un d'eux portant un énorme tuyau dans un sac à dos. Dix policiers lourdement armés les attendent sur les rails faisant des moulinets avec leurs matraques en leur criant de «se casser, bande d'enfoirés». Huit hélicoptères tournoient dans les airs, de plus en plus de policiers arrivent en voiture. Voici le Wendland, une région rurale du nord de l'Allemagne, le 13 novembre 2001, pendant que le reste du monde s'inquiète à propos du terrorisme et de la guerre.

Un peu d'histoire

La résistance contre le nucléaire dans le Wendland commence il y a environ 25 ans, lorsqu'une mine de sel abandonnée près du village de Gorleben est choisie pour entreposer « temporairement » des déchets nucléaires. Le projet de faire de ce village les premières toilettes hautement radioactives d'Allemagne est poursuivi depuis.

Les compagnies désireuses d'acheter la mine pour y enfouir les déchets radioactifs font une offre intéressante à un compte de la région auquel elle appartient. Ce dernier repousse l'offre, refusant de prendre une telle responsabilité face aux habitants de la région, mais doit finir par la vendre contraint qu'il est par les tribunaux.

A ce moment des centaines de personnes de la région ainsi que d'autres venant de toute l'Allemagne occupent l'entrée de la mine et commencent à construire des habitations pour rester plus longtemps. Des familles entières viennent pour une visite ou pour plusieurs semaines ; de plus en plus de monde, dans cette région tradition-

nellement plutôt conservatrice, réalise que cela concerne son futur et soutient d'une façon ou d'une autre le nouveau «village».

La police intervient, détruisant le village et chassant les occupants à l'aide de tanks, gaz lacrymogènes et matraques ; il ne reste pas un caillou dans les environs, tous ramassés et enlevés par les villageois pour éviter tout débordement lorsque la police arriverait. Dès lors la résistance est créative, massive et déterminée, mais il y a toujours un consensus au sein du mouvement afin que personne ne soit jamais blessé ou menacé.

doivent protéger la route. C'est l'action policière la plus coûteuse de l'histoire fédérale allemande.

100 millions de DM pour maintenir l'ordre...

Le troisième transport a lieu en mars 1997 ; cette fois, 18000 policiers doivent le protéger sur tout le tronçon allemand contre plus de 20000 manifestants déterminés, le plus grand nombre se trouvant sur les derniers 70 kilomètres.

Le train est bloqué pendant des heures par des gens s'enchaînant au rail,



Au début des années 90 les travaux dans l'ancienne mine de sel proche de la rivière Elbe, ayant progressé, le premier transport Castor contenant des matériaux hautement radioactifs est acheminé depuis le centre de retraitement français à La Hague.

Le contenu est amené en train, mais comme le rail s'arrête dans une ville à 20km de Gorleben la distance restante doit être effectuée en camion. La route qu'ils empruntent est le point central de la manifestation. Lors du second transport la résistance s'étant amplifiée, des milliers de policiers

(la voie est fermée pour les trains normaux pendant la durée du transport). 500 tracteurs des fermes alentour soutiennent les manifestants en paradant autour de la mine. Plus tard, plusieurs d'entre eux bloquent une importante route d'approvisionnement de la police et d'autres routes, y compris celle du Castor.

Des centaines de personnes creusent des tunnels sous cette route pour empêcher les camions de l'utiliser. Quand le convoi arrive des tas de paille brûlent partout, l'épaisse fumée empêchant la police de voir des groupes se diriger vers la route pour la blo-

quer. La police clame que les manifestants tirent des boulons à la fronde, mais plus tard il s'avère que c'était des agents provocateurs. Néanmoins il y a de violentes bagarres entre des activistes du black block et des policiers, mais le plus grand nombre de personnes est blessé au cours des actions entièrement non violentes.

L'activité des forces de l'ordre coûte 100 millions de DM (!), la crédibilité de la police est complètement perdue dans la région et sa réputation souffre dans toute l'Allemagne.

Des doses mille fois plus élevées que prévu

Peu après il s'avère que durant les 10 dernières années la radioactivité à la surface des containers du Castor avait été jusqu'à mille fois plus élevée que le maximum autorisé de 4 becquerels. Les membres du gouvernement l'avaient su sans intervenir. Les conséquences de ce scandale sont un arrêt absolu des transports pendant quatre ans, jusqu'en 2001. Les convois recommencent alors, les premières usines pleines de déchets devant fermer leurs portes sans autorisation de transfert. Il n'y a aucune amélioration cruciale de la sécurité du Castor ; en novembre 2001, un pointage du Castor se dirigeant vers La Hague comptait à nouveau 7000 becquerels, celui-ci avait été « nettoyé » avant le départ du transport.

Endormir les manifestants ?

Le gouvernement avait espéré que durant cette longue période d'arrêt la résistance « se serait endormie ». Ceci se révèle être entièrement faux : une fois de plus plusieurs milliers de personnes montrent leur désapprobation de façon des plus diverses pendant toute une semaine avant l'arrivée du train. Quatre activistes s'enchaînent à un énorme bloc de béton placé sur le rail et bloquent le train pendant 17 heures, par un froid mordant mais sous le regard de toute la république. Les voies de chemin de fer ainsi que les routes sont détruites à différents endroits, mais la police est bien mieux préparée à la créativité des manifestants.

Maintenant les compagnies veulent effectuer un transport tous les 6 mois pour Gorleben, dans l'intention d'épuiser les manifestants et d'habituer la population à leurs activités. Le transport de novembre dernier est un signe que ces espoirs vont échouer : alors que partout en Allemagne l'on se mobilisait contre l'OMC, à nouveau des milliers de personnes étaient présentes dans le Wendland.

Cette fois-ci, le convoi est déjà perturbé en France et à d'autres endroits sur le trajet allemand. La grosse manifestation a lieu le samedi 10 dans la grande ville la plus proche, Lüneburg. Elle réunit 10000 militants, dont beaucoup se préparent à rester dans la région jusqu'à l'arrivée du train radioactif le mardi suivant. Comme tous les campements ont été interdits à la dernière minute par la police, les églises et beaucoup d'habitants de la région ouvrent leurs portes pour accueillir les manifestants venus d'ailleurs. Personne ne doit camper sous la pluie et le froid, et cela rend encore plus difficile le contrôle des foules.



Une journée bien remplie...

Pendant la journée, plusieurs événements plus ou moins organisés (concerts, blocages de route et rails) ont lieu.

Pendant la nuit, de plus petits groupes occupent la police en essayant d'atteindre le rail. Heureusement, aucun train ne roule depuis des semaines car un pont important a été brûlé : deux grandes remorques remplies de paille, pneus et essence ont été placées sous le pont et enflammées.

A nouveau, différentes personnes essaient de s'enchaîner au rail juste de-

vant le convoi, un groupe le bloque pendant plus d'une heure avec un tube métallique.

Nous avons suivi deux personnes qui avaient elles-même préparé un énorme tuyau métallique destiné à être placé sous un rail et à y fixer leurs bras, chacune à un bout du tuyau. Avec cette technique le train pourrait facilement être stoppé une ou deux heures ; le problème est qu'il faut quelques minutes pour creuser et passer le tuyau sous le rail. C'est pour cela qu'elles sont entourées d'une quarantaine d'autres militants pour distraire les policiers.

Les forces de l'ordre sont nombreuses à cet endroit, et elles utilisent tout de suite des sprays au poivre et des matraques, malgré les évidentes intentions parfaitement pacifistes des militants. Elles leur font dégager la voie une demi-minute trop tôt... néanmoins la police est troublée et fait arrêter le train pour une demi-heure, jusqu'à ce que la situation soit éclaircie. Pendant ce temps-là une centaine de policiers, appuyés par huit hélicoptères et plusieurs chiens sont arrivés sur le lieu, ne sachant pas vraiment que faire avec leurs 20 prisonniers, après avoir frappé 4 d'entre eux.

Les résultats de ce dernier transport sont 100 personnes blessées dont plusieurs grièvement, quelques fractures et beaucoup de morsures de chiens : un homme s'est fait mordre 40 fois par un chien de policier qui l'attaquait sans répit, jusqu'à ce qu'il reste pris dans son bras. Le maître s'est trouvé dans l'obligation de briser les mâchoires de l'animal... Les coûts ont à nouveau atteint quelques dizaines de millions de DM et une fois de plus, la puissante industrie du nucléaire a montré son arrogance face aux habitants désespérés de toute une région ainsi qu'à la majorité des Allemands qui refusent l'énergie nucléaire depuis des décennies.

Cependant, la résistance n'est pas inutile : à l'origine il était prévu d'avoir un transport toutes les 2 semaines pour Gorleben, mais la police a autre chose à faire que de protéger des voies de chemins de fer ; c'est pourquoi le prochain convoi est seulement prévu pour le printemps prochain.

Laurence Traber et Fabian von Beerten

Le plutonium de la Hague pourrait exploser spontanément

Mieux qu'à Toulouse ! On savait déjà, suite à l'actualité post-attentat, qu'un avion s'écrasant sur le centre de retraitement de la Hague (Manche) produirait une pollution égale à 60 ou 70 fois Tchernobyl... Mais depuis, on a appris bien pire (dans l'indifférence générale des médias parisiens). Vendredi 12 octobre 2001, sur demande du préfet, un ingénieur en retraite a témoigné devant la commission de surveillance de stockage des déchets radioactifs de la Manche. Confirmant qu'il n'est pas anti-nucléaire, l'ingénieur Christian Kernaonet a voulu libérer sa conscience, et a confirmé ce dont on se doutait : de 1969 à 1977, les fûts radioactifs ont été classés n'importe comment, certains baignant dans la nappe phréatique, tandis que les bordereaux d'inventaire étaient incomplets.



Mais vient la révélation la plus effrayante : Alors que le site contenait pas moins de 100 Kg de plutonium disséminés, les fûts concernés ont été «reconcentrés». D'où le risque de «criticité». De quoi s'agit-il ? D'une explosion spontanée. On sait que la chaleur d'une centrale nucléaire provient de l'accumulation de matières radioactives, concentration qu'on régle en douceur, en écartant ou en rap-

prochant à temps voulu les barres d'uranium enrichi, afin d'éviter que le réacteur ne s'emballe et n'explose. On sait également que le plutonium est un poison artificiel à côté duquel des fléaux comme l'amiante, les prions et le bacille du charbon ne sont que des maux infiniment moindres. En matière de plutonium, la dose mortelle pour l'être humain se situe au millionième de gramme. Produit inévitable de l'industrie nucléaire civile, le plutonium ne sert guère qu'à produire des bombes, et sa durée de demi-vie est de 24 000 ans !

Les moines carolingiens

Si les moines carolingiens avait eu la mauvaise idée de découvrir la radioactivité, des gens d'armes du roi auraient du garder sous haute surveillance les sites pollués depuis Charlemagne, avant de succéder sans heurts aux bandes révoltées durant les guerres civiles et les jacqueries, puis aux agents républicains après 1789, aux troupes allemandes d'occupation, etc. Et il ne nous resterait quand même jamais que 23 000 ans de «demi-vie» pour surveiller encore et toujours ces mêmes sites. (Ceci n'est d'ailleurs rien à côté de l'uranium 235 et 238, du potassium 40 et du thorium 232, produits radioactifs dont la demi-vie se calcule... en milliards d'années !). Voilà ce qu'on appelle le respect des générations futures ! Et tout cela pour un mode de production d'énergie qui n'est même pas rentable, qui a surtout servi des intérêts financiers privés considérables, ne protège pas réellement de l'effet de serre, et consacre la vulnérabilité de la France (là où on croyait garantir son indépendance). Et bien voilà la garantie que les manuels d'histoire-géo de l'an 5000 se souviendront à coup sûr de la courte période 1950/2000+, en exécrant pour l'éternité la lâcheté et l'inconscience des Français de cette époque, la nôtre.

Une explosion nucléaire spontanée à La Hague ?

«Le risque Zéro ne peut être garanti», confirme l'ANDRA (agence nationale des déchets radioactifs). La DRIRE pense le contraire (mais c'est également ce qu'elle avait garanti à Toulouse !).

Comme dit «Ouest-France», sortant de sa réserve, c'est «Edifiant et préoccupant».

Source «Nucléaire : les inquiétudes d'un ingénieur», par Jean-Pierre Buisson, samedi et dimanche 13/14 oct. 2001, «Ouest-France», p.6

Luc Douillard, président de l'association «Nantes Est Une Fête (N.E.U.F.)»

L'auteur aimerait rajouter que ce message (paru sur la liste de discussion du Réseau Sortir du Nucléaire - voir : <http://www.sortirdunucleaire.org/lists.htm>) sur la Hague n'a suscité AUCUNE réaction en France, même dans les milieux conscients (sauf qu'il est paru dans l'hebdo Politis, et qu'un militant isolé Vert lui a écrit - c'est tout).

Et dans votre café, un ou deux cubes de plutonium ?

Les nouvelles rassurantes se suivent et se ressemblent à quelques détails amusants près.

Vingt-trois boîtes contenant du plutonium d'une valeur de près de 65.000 dollars sur le marché noir, ont été saisies à Tbilissi en Géorgie. Le plutonium, qui était caché dans des boîtes métalliques sous du café soluble, a été saisi dans plusieurs appartements d'un quartier de la capitale géorgienne, selon l'agence Itar-Tass. Trois habitants de Tbilissi ont été arrêtés et une enquête a été ouverte pour tenter de déterminer comment ils avaient pu se procurer cette substance hautement radioactive.

pg/ AFP 15 octobre 2001

Youpi ! Nos déchets radioactifs rentrent au bercail !

Cette fois, c'est pour de bon, ils sont de retour nos jolis p'tits déchets ! On avait presque fini par les oublier, discrets qu'ils se faisaient, stockés en lieu sûr, là-bas, en terre étrangère. Le retraitement à La Hague, France et à Sellafield, GB, c'était tout de même une sacrée bonne combine pour les tenir éloignés le plus longtemps possible, ces satanés déchets ! Oh ! On avait bien de temps à autres un léger sentiment de culpabilité lorsqu'on entendait parler de wagons contaminés, de mer polluée, de plaintes émanant de parents d'enfants atteints de cancers autour des usines de retraitement, mais malgré tout, pour une bonne combine, c'était une bonne combine !

Seulement voilà, les contrats sont les contrats et il faut les respecter : après 25 ans de stockage, il est stipulé que la maudite cargaison doit être retournée à son propriétaire. Nos autorités ont bien essayé de tergiverser quelque peu, de retarder l'inéluctable échéance car à Würenlingen (canton de Zürich), l'entrepôt destiné à abriter provisoirement tous les résidus atomiques du pays n'était pas encore tout à fait prêt pour l'accueil de la marchandise. Les autorités françaises commençaient même à marquer des signes d'inquiétude : allait-on oui ou non les reprendre nos déchets ?

Un premier convoi

Eh bien, c'est chose faite : le premier rapatriement de déchets de La Hague vers la Suisse s'est effectué dans la nuit du 11 au 12 décembre 2001 par train. Le convoi transportait 11 tonnes de déchets vitrifiés qui ont été entreposés comme prévu à Würenlingen. Ce n'est évidemment qu'un début : les autres convois vont suivre à raison d'un ou deux par année pendant une trentaine d'années. Les contrats passés avec la France portent sur au moins

765 tonnes de combustible nucléaire irradié. On n'a pas fini de rigoler !

A titre de protestation, une douzaine de militants de Greenpeace ont pris d'assaut la grue de transbordement de Würenlingen «pour attirer l'attention sur l'absurdité et la dangerosité du retraitement du plutonium ainsi que sur les risques que comportent les transports à travers l'Europe». Avant même le départ du convoi d'autres militants de Greenpeace ont protesté symboliquement contre le train nucléaire en occupant les voies de la gare SNCF de Valognes (France).



Ethiquement parlant, il est évidemment difficile de s'opposer au retour de ces déchets, mais les actions spectaculaires de Greenpeace ont le grand mérite d'alerter l'opinion publique sur le fait que nos déchets nucléaires existent bel et bien, qu'ils sont de retour et que nous aurons à nous en préoccuper ! Nous en reviendrons toujours à la même question : «nos déchets nucléaires qu'en faire ?» Ques-

tion qui n'implique évidemment qu'une seule réponse : «Cessons d'en faire !»

Le retraitement : une hérésie

Quant au retraitement, il s'agit bien là d'une complète hérésie ! Les dégâts incommensurables infligés à l'environnement par les rejets radioactifs en mer, via l'usine de retraitement de La Hague, le scandale de l'usine de Sellafield impliquée dans la falsification systématique de données touchant à la sécurité et surtout à la production de combustible MOX contenant du plutonium, les dangers liés aux transports (irradiation des wagons, risque d'accidents ferroviaires, etc...) tout cela amène à la conclusion qu'il faut absolument arrêter la technologie du retraitement. Ce postulat est d'ailleurs étayé par le rapport officiel demandé en juillet 2000 par M. Jospin, rapport intitulé : « Etude économique prospective de la filière électrique nucléaire », mieux connu sous le nom de « Rapport Charpin » qui affirme clairement dans ses conclusions que le retraitement et le recyclage du combustible nucléaire irradié ne sont pas efficaces. Ce même rapport soutient en outre que le retraitement ne se justifie pas non plus d'un point de vue économique. De ce fait, ce document explique bien pourquoi, les uns après les autres, les pays engagés dans l'exploitation de l'énergie nucléaire se retirent de la filière du retraitement ou songent à le faire sauf... la Suisse ! qui est sur le point d'adopter une loi pronucléaire qui cautionne notamment la filière du retraitement !!!

Quelle bande de crétins là-haut !

Quelle bande de crétins là-haut !

Anne-Cécile Reimann

Prochaines votations fédérales sur le nucléaire :

Une occasion historique de sortir de l'impasse atomique

Pour la troisième fois depuis 1984, la population suisse va voter sur son avenir énergétique. Nous sommes à 11 mois de la votation fédérale sur les initiatives fédérales Sortir du nucléaire et Moratoire plus (votation en décembre ou début 2003).

Pour remporter ces votations, les associations et les militants doivent commencer à se mobiliser pour faire une campagne la plus forte et efficace possible, notamment en s'attachant à trouver les ressources nécessaires à cette réussite. C'est à nous de compenser l'handicap financier évident face aux milieux pro nucléaires. Un responsable d'Economie suisse répondant à un journaliste a récemment déclaré que les sommes investies dans leurs campagnes de votation sont déterminées par «ce qu'il faut pour remporter le vote». Même si Greenpeace et le WWF notamment apportent leur soutien financier, nous aurons aussi besoin du financement le plus généreux possible (un mailing vous parviendra ces prochaines semaines pour le compte de la campagne Sortir du nucléaire). C'est tout autant par la participation militante et efficace que nous pouvons faire la différence dans cette campagne. Notamment en participant à des actions, à la tenue de stands ou distributions d'imprimés et à tout moyen pour diffuser des informations sur les dangers du nucléaire et les alternatives énergétiques. Chaim Nissim, un habitué de la lutte antinucléaire observait que les personnes indécises sur le sujet du nucléaire partagent rapidement nos positions lorsqu'on arrive à les informer. En bref, les nucléocrates profitent de l'ignorance du public, et nous profitons de la diffusion d'informations.

Nous produisons actuellement les brochures et autre matériel de campagne, nous cherchons à assurer leur financement et à préparer leur diffusion la plus large possible.

Pour participer à ces efforts, vous pouvez nous retourner le coupon figurant sur la dernière page de ce journal, faire bon usage du prochain mailing que vous recevrez prochainement ou encore venir à la séance publique de présentation des initiatives qui aura lieu à Genève mi-mars (précisions à venir dans le mailing).

Nous tenons la possibilité de franchir résolument le pas pour rejoindre les pays qui ont déjà opté pour la sortie du nucléaire (Allemagne, Suède, Autriche, Italie). L'avenir est notre affaire !

Philippe de Rougemont

Les initiatives "Sortir du nucléaire" et "Moratoire plus"

Moratoire plus est une version améliorée de l'initiative similaire de 1990. Cet article imposerait :
!Un moratoire de 10 ans sur la construction de nouvelles centrales nucléaires (CN).

!La limitation de l'exploitation des CN à 40 ans à compter depuis la date de leur mise en service. Un dépassement unique de 10 ans est possible après consultation populaire.

!L'étiquetage obligatoire du mode de production du courant consommé.

Première fermeture de CN : Beznau I en 2009. Dernière fermeture de CN : Leibstadt en 2024 (sauf demande de référendum pour un dépassement unique de 10 ans).

Sortir du nucléaire reprend l'initiative de 1990 en la renforçant. Cet article imposerait :

!La limitation de l'exploitation des CN à 30 ans.

!La fin du retraitement des déchets nucléaires.

Premières fermetures en 2004 (Beznau I et II, Mühleberg). Dernière fermeture en 2014 (Leibstadt).

Les résultats de quelques autres votations sur le nucléaire

Après 3 décennies de votations sur le nucléaire*, nous avons pour la troisième fois (1984, 1990 et 2002/03) l'occasion de remporter une victoire décisive (l'abandon du nucléaire). Petit rappel de votations passées :

1982 : Le projet de centrale nucléaire à Verbois (GE) a été combattu et remporté en votation cantonale.

1984 : La votation fédérale sur l'abandon du nucléaire remporte 44.5% des voix, l'initiative sur un moratoire obtient 46% des voix.

1990 : Sortir du nucléaire obtient 47%, Moratoire en obtient 54.5% !

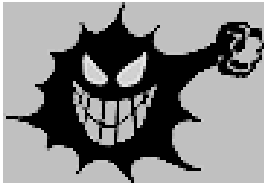
2000 : Le canton de Berne refuse par 65% l'initiative pour la fermeture de Mühleberg en 2002

2002/03 : Votation sur Sortir du nucléaire et moratoire plus.

C'est très rare qu'une initiative populaire obtienne une majorité, ou même un succès d'estime. Cela s'est confirmé lors des dernières votations. Les résultats de 1984 et 1990 sont donc encourageants. Cependant nous avons aussi perdu du terrain, onze années ont passé depuis la dernière votation fédérale sur le sujet, le niveau de connaissance sur les dangers du nucléaire a donc régressé dans la population, notamment auprès des nouvelles générations ayant acquis le droit de vote. Aussi, le souvenir de Tchernobyl se fait moins présent 15 années après la catastrophe. La partie n'est donc évidemment pas gagnée d'avance...

* Sans oublier les luttes hors votations qui ont mené à l'abandon des projets de Kaiseraugst et de Superphénix par exemple.

Les cellules solaires du Professeur Grätzel bientôt commercialisées.

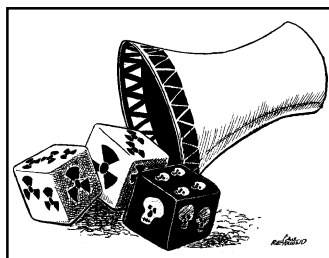


Vous vous souvenez sans doute du Pr Grätzel de l'EPFL. En 1993, son invention d'un nouveau type de cellules solaires basées sur un colorant imitant la photosynthèse avait fait un grand bruit dans les médias... Puis plus de nouvelles pendant des années ! La production semble maintenant enfin prendre son envol. Bonne affaire pour l'EPFL qui engrange au total plus de 10 millions de francs. Il semble que cela soit une filiale du géant de l'informatique Hitachi-Maxell qui ait déboursé plusieurs millions pour la licence... Une société australienne a également commencé en mai 2001 à produire des tuiles solaires selon ce principe et une entreprise allemande développe un panneau de 30 cm sur 30. Cela rappelle l'histoire de la montre à quartz développée en Suisse puis commercialisée par les Japonais... (*dimanche.ch et Cash plus de détails sur www.epfl.ch/lpi/scellfr.html*)

20 ans pour démonter une PETITE centrale.

Éteinte en 1985, la petite centrale à eau lourde de Brennilis, dans le Finistère, est en pleine «déconstruction». Ainsi nomme-t-on à EDF cette coûteuse et délicate opération qui consiste à démonter une centrale nucléaire. Ouvert en 1997, le chantier doit s'achever en...2018. Une première en France.

Carapaçonnés de pied en cap, casqués, bottés, ils ressemblent un peu au Tintin de On a marché sur la Lune. Douze mètres sous le niveau du sol, des ouvriers travaillent au marteau piqueur dans un énorme cube de béton naguère voué à l'entreposage des déchets solides nucléaires. Il s'agit de râper les murs jusqu'à ne plus trouver aucune trace de radioactivité « Depuis la fin 1997, les ouvriers ont gratté plus de 5 000 m² de murs, de plafonds et de sols. Il en reste quatre fois plus à traiter », précise le directeur, Alain Ensueque. Flash-back. Le cœur du colosse de Brennilis s'est arrêté le 31 juillet 1985. Depuis, il demeure piégé par 50 000 tonnes de béton. Cette petite unité de 73 mégawatts avait juste de quoi couvrir les besoins d'une ville moyenne.(...) «C'est la première fois qu'on déconstruit des bâtiments nucléaires d'une centrale de production d'électricité. Notre méthode sera reproduite sur d'autres sites», commente Alain Ensueque. Le chantier occupe cent personnes. Leur travail : arracher ou démonter les câbles, tuyaux, réservoirs et armoires électriques. Puis mettre à nu sols et murs avant de les assainir. Les déchets moyennement et faiblement actifs, empilés dans des fûts et des caissons, sont acheminés vers le centre de stockage de Soulaines (Aube). Cinq cents tonnes de déchets métalliques et vingt-quatre tonnes de déchets



incinérables ont également été dirigées vers Codollet (Gard), l'an dernier.(...) Que faire du bloc réacteur de 70 tonnes, hautement radioactif ? (...) La fin du scénario de Brennilis est fixée à 2018. (...) Trois cents millions d'euros (2 milliards de francs) sont prévus, rien que pour Brennilis. EDF a déjà provisionné un compte de 21 milliards d'euros pour y faire face. *tiré d'un article d'Alain Guellec. OUEST-France 09/01/02*

La compagnie électrique British Energy annonce son intention de mettre fin au retraitement des déchets nucléaires.

British Energy, le plus grand producteur d'électricité nucléaire britannique vient d'annoncer à plusieurs journaux britanniques son intention d'arrêter le retraitement des combustibles usés issus de ses centrales. Cette compagnie souhaite s'inspirer de son expérience aux USA, où les déchets sont stockés sur le site même des centrales, dans l'attente d'être envoyés dans un centre de stockage définitif. Robin Jeffrey, le président de la compagnie, estime que le retraitement est une méthode trop coûteuse pour gérer le combustible usé. Le stockage sur site serait de 6 à 7 fois moins coûteux que le retraitement. M. Jeffrey rappelle d'autre part que le stockage est supérieur au retraitement en termes d'impact sur l'environnement. Une des conséquences dangereuses du retraitement est qu'il crée de grandes concentrations en plutonium. Le choix du retraitement avait été fait en GB il y a plusieurs années dans l'intention de construire des surgénérateurs, qui pourraient utiliser ce plutonium comme combus-

tible. Mais ces projets sont aujourd'hui abandonnés. La compagnie British Energy, qui produit environ 25 % de l'électricité britannique, est engagée dans des contrats de retraitement



jusqu'en 2006 avec British Nuclear Fuels (BNFL) qui gère l'usine de retraitement de Sellafield, homologue anglais de l'usine de La Hague. Ces contrats avaient été signés alors que la compagnie n'était pas encore privatisée. Depuis, le prix de l'électricité pour le consommateur a baissé de 30% tandis que les coûts d'exploitation des déchets ont augmenté de 11 %. Jeffrey estime, au vu des pertes financières de sa compagnie, qu'ils ne peuvent plus se permettre une politique de gestion des déchets aussi coûteuse. Il a menacé de déménager aux USA le siège de la compagnie si le gouvernement refusait de leur laisser mener une politique permettant d'accéder à la rentabilité. Le Réseau «Sortir du nucléaire» salue cette sage décision de British Energy de mettre fin au retraitement inutile, dangereux et coûteux, et souhaite que cette décision influence EDF dans ce choix primordial pour l'avenir : l'arrêt du retraitement à La Hague. Il rappelle cependant que le stockage n'est pas non plus une solution, et que nulle part dans le monde l'industrie nucléaire n'a de stratégie viable pour la gestion de ses déchets.

Réseau «Sortir du nucléaire»-France (Fédération de 613 associations) Communiqué de presse du 13.11.01

Du Grisou dans des piles à combustible.

L'Institut Fraunhofer «Umsicht» (environnement, sécurité et énergie) à Oberhausen (NordRhein-Westfalen) va se doter à partir de l'année prochaine d'une centrale thermique moderne. Le plus de cette installation : une pile à combustible fonctionnant au gaz naturel, puis au grisou dans une seconde phase. Il s'agira de la première installation de co-génération au monde à utiliser du grisou (gaz inflammable composé en grande partie de méthane provoquant le fameux « coup de grisou » des mines de charbon). Le surplus énergétique (tant électrique que thermique) sera redistribué dans le réseau de Oberhausen. *source VDI Nachrichten, 9/11/2001, n°45*

2.000 cancers de la thyroïde pourraient être liés à Tchernobyl.

La catastrophe de Tchernobyl serait à l'origine d'environ 2.000 cas de cancer de la thyroïde à travers l'Europe, selon des spécialistes réunis en congrès à Lisbonne. Une forte hausse du nombre de cancers de la thyroïde a été constatée parmi les enfants exposés à la radioactivité, a indiqué un professeur de l'Université britannique de Cambridge. « Cette augmentation s'est poursuivie et de nouveaux cas se déclarent encore chez des personnes qui étaient enfants au moment de l'accident », a-t-il ajouté. Les scientifiques ont remarqué une hypersensibilité des enfants à la radioactivité. « L'exposition à l'iode et aux isotopes envoie à la thyroïde environ une dose un millier de fois plus forte que dans le reste du corps. La sensibilité particulière des enfants au cancer de la thyroïde après une

exposition aux radiations peut être liée à une combinaison entre la dose envoyée à la thyroïde et la croissance de cet organe ». Les cancers de la thyroïde sont normalement plutôt rares. Les risques de développer ce type de cancer seraient à leur maximum entre 15 et 19 ans après l'exposition à la radioactivité, a indiqué le docteur Elaine Ron, de l'Institut national de cancérologie de Bethesda, dans le Maryland. Si cette théorie est avérée, de nombreuses personnes qui étaient enfants au moment de l'explosion pourraient développer la maladie », a-t-elle indiqué. D'autres recherches ont établi un lien entre la catastrophe et des cas de cancer du poumon. *pg source Reuters*

EDF utilise de vieilles centrales thermiques !

Afin de justifier le programme électronucléaire français, EDF a outrageusement poussé à la consommation d'électricité. Le chauffage électrique en est l'exemple le plus criant et le plus aberrant. Il « permet » d'augmenter la consommation d'électricité au prix du triplement de la consommation d'énergie primaire. Cette aberration a pour effet secondaire d'accroître la variation de consommation (pointes hivernales). Afin de faire face à ces pointes, EDF fait appel à de vieilles centrales thermiques qui produisent donc 3 fois plus de gaz à effet de serre qu'un chauffage traditionnel. Aujourd'hui, EDF voudrait faire passer cette augmentation de l'effet de serre sur le compte du thermique classique alors qu'il est la conséquence directe de la mono-culture nucléaire d'EDF.(...)

Tiré du communiqué du réseau Sortir du Nucléaire-France

24,7 millions de dollars pour décontaminer la région russe de l'Altai

Ces 24,7 millions de dollars seront versés sur une période de neuf ans par l'Etat russe pour décontaminer cette région de Sibérie qui se trouvait à proximité d'un important site d'essais nucléaires. Cette région, qui compte un taux anormalement élevé de cancers, est située à moins de 50 km du site de Semipalatinsk, au Kazakhstan, où près de 500 essais nucléaires souterrains et aériens ont été menés jusqu'en 1989. Un programme prévoit notamment la décontamination de certaines zones et la mise sur pied d'hôpitaux et de cliniques pour offrir une aide médicale aux personnes irradiées. Les retombées radioactives des essais nucléaires ont touché en quarante ans une zone de 304.000 km², où vivaient 1,6 million de personnes. Des désordres biologiques et écologiques sont également causés dans l'Altai par le largage des étages de fusées lancées depuis le cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Le carburant des missiles, hautement toxique, finit par s'infiltrer dans le sol et provoque des bouleversements de la faune et de la flore, selon des experts. *pg/AFP 10 janvier 02*



Une entreprise japonaise conçoit un système d'éclairage exploitant deux sources d'énergie.

Matsushita Seiko a développé un nouveau type d'éclairage extérieur qui utilise deux sources d'énergie naturelles, le vent et le soleil. En alternant les sources, l'éclairage peut continuer de fonctionner même lors de longues périodes sans soleil ou sans vent. La société compte vendre ces systèmes d'éclairage aux gouvernements régionaux, en vue de leur utilisation dans des jardins publics ou sur des routes dans des zones rurales non desservies par les lignes électriques. Le pylône utilise un rotor Savonius, qui ne tourne pas aussi rapidement que les hélices usuelles, mais possède de meilleures performances dans des conditions de vent variable ; il est également plus silencieux et d'un fonctionnement plus sûr. Des diodes électroluminescentes sont utilisées à la place des ampoules traditionnelles, et l'équipement peut fonctionner 5 jours sans être rechargé. La société a pour objectif la vente de 1000 unités lors de la première année. *pg Source : Nikkei Business Daily, 16 octobre 2001*

Uranium dispersé à Annecy : que fait Pam-pers ?

Quant on vous dit que le nucléaire fuit comme un pampers trop plein, ce n'est pas du pipeau. Les cas se multiplient un peu partout (voir nos précédents numéros, mais il y en a tant qu'on n'arrive plus à suivre !!! et en plus on n'a pas que ça à faire, moi par exemple j'ai la vaisselle qui m'attend) et dans la rubrique « C'est arrivé près de chez vous », une filiale de la COGEMA

à Annecy a rejeté de l'uranium dans l'atmosphère, selon une pré-étude réalisée dans l'environnement de l'entreprise par la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité). «On trouve une radioactivité de 6.000 becquerels en uranium 238 par kilo de terre raclée dans une gouttière du site alors que le taux normal est de 40 «...» La concentration en uranium de cette terre fait qu'elle doit être classée comme un déchet de catégorie TFA (très faiblement radioactif) et que notre dépistage rapide doit déboucher sur une vraie étude sur les rejets d'uranium de la SICN dans l'atmosphère, mais également sur l'éventuelle contamination des eaux souterraines». Le quartier s'est urbanisé et cette usine se retrouve aujourd'hui à quelque 200 mètres d'habitations, d'un centre commercial et d'une école. *PG source AFP 13 septembre*

Eole au secours de Kyoto

Au pays des moulins à vent, l'utilisation de l'énergie éolienne relève d'une longue tradition, c'est en effet grâce à ces moulins que les polders ont été asséchés et que les Pays-Bas sont sortis de l'eau. Il n'est donc pas étonnant que les Néerlandais investissent actuellement de façon intensive dans ce secteur de la production énergétique, se plaçant ainsi au 6ème rang mondial; leur capacité de production installée représentant six fois la capacité de production française. Remarquablement située au niveau de l'intensité des vents, la zone côtière regroupe la majorité des 1300 turbines déjà en action, mais c'est vers l'installation de turbines offshore que les centres de recherches et les entreprises néer-

landaises concentrent leurs efforts. Outre les avantages évidents concernant la force et la stabilisation du vent, les techniques offshore permettent de s'affranchir de l'un des obstacles majeurs au développement de l'éolien à savoir les réticences de la population provoquées par les nuisances visuelles et sonores générées par les turbines : une turbine éloignée est une turbine qui ne gêne personne ! (...) *source «TechnoPol'der» du Service Scientifique de l'Ambassade de France à La Haye*

Importation de déchets : les Russes persistent.

Quand on a les pieds dans la merde et du pognon dans les mains, continuons gaiement ! La Douma (chambre basse du parlement russe) a voté une loi sur l'environnement confirmant l'autorisation de l'importation en Russie de déchets nucléaires malgré les protestations des écologistes et de députés libéraux. 293 députés ont voté en faveur de cette loi et 39 contre. Ce texte contient des amendements qui autorisent l'importation en Russie du combustible nucléaire usagé pour le stockage et le retraitement, déjà approuvés en juin dernier. «Nous sommes contre l'augmentation du nombre de cibles nucléaires pouvant attirer les terroristes alors que les installations existantes ne sont pas assez protégées», a souli-

gné le député Sergueï Mitrokhine lors des débats. Six Russes sur dix (62%) sont contre l'importation de déchets nucléaires, selon un sondage publié en juillet dernier. Poutine, lui, préfère se torcher avec... *pg source AFP 18 octobre*

Étiquetage énergétique

Cet étiquetage, créé dès 1992 le froid domestique, a permis, dans toute l'Europe, de réaliser d'importantes économies d'énergie. Il va de «G» (rien à voir avec le point G, cela veut dire peu performant, en rouge) à «A» (très performant, en vert). En France, depuis septembre 1996, la vente de réfrigérateurs et congélateurs des classes «G» et même une partie de la classe «D» n'est plus autorisée.

Rendement

La centrale électrique de Vilvoorde, non loin de Bruxelles, qui fonctionnait au charbon ou au fuel, a été convertie en turbine à cycle combiné au gaz naturel. La puissance a ainsi été accrue de 135 à 386 MW et l'efficacité (rendement) est passée de 38 à 56%.

Grande-Bretagne: climatisation

Un immeuble commercial de Croydon, dans le Surrey, de 2800 m² de surface, vient d'être inauguré avec une climatisation naturelle: une circulation d'air envoyé à 100 m dans le sous-sol permet en hiver un préchauffage du bâtiment, en été, d'assurer un rafraîchisse-

ment, l'air circulant à une température constante de 12°C. (*Renewable Energy World, mars 2001*)

Géothermie de surface

Le sol, à moins de deux mètres de profondeur, a une température constante (environ 13°C en France). Pour ceux qui construisent, il y a un moyen simple de faire des économies d'énergie en faisant passer de l'air ou de l'eau dans le sous-sol puis en le faisant circuler par exemple dans le plancher de la maison, on peut soit préchauffer la maison en hiver soit la climatiser en été. Selon les installateurs, sur 170.000 maisons construites chaque année en France, seul un millier prévoit ce type d'installation.

Café séché au solaire

Le Costa Rica expérimente le premier séchoir solaire à café: ce prototype a été réalisé à l'initiative de la coopérative Montes de Oro, union de petits producteurs située à Miramar, dans le nord-ouest du pays. Ce projet, né en 1996, a nécessité un investissement de 60.000 dollars financé en grande partie par l'ONG pour le commerce équitable Max Havelar, et par des fonds de l'État. Le Costa Rica, dont 22 % du territoire est déjà protégé (11 % via des parcs nationaux), confirme ainsi son souci de mettre en synergie l'agriculture et l'environnement. S'il était étendu à tout le pays, le séchage solaire du café, dont la production annuelle atteint trois millions de quintaux, épargnerait la coupe de 2.000 hectares de forêts par an. De plus, il éviterait la pollution due au transport et à la combustion de 300.000 m³ de bois nécessaires pour sécher le café.

source : TAM-TAM décembre 2001



Merci !

Un chaleureux merci aux ContrAtomistes qui ont répondu à notre S.O.S. financier. Grâce à votre élan de générosité, nous avons pu échapper au «sursis concordataire avant faillite» ! L'aspect financier de votre aide est certes très important, mais ce qui compte aussi, et surtout pour nous, c'est de sentir que vous êtes toujours bien là, solidaires, attentifs à la vie de ContrAtom ! Lorsqu'on se retrouve tous les quinze jours le mercredi à 6 ou 7 autour de la table de réunion, le doute s'installe parfois : Est-on suivi ? Est-on lu ? Y-a-t-il du monde derrière nous ?

L'accueil que vous avez réservé à notre appel à l'aide nous prouve que oui, vous êtes bel et bien là et qu'on peut compter sur vous ! Cette marque de confiance et de solidarité nous requinque et nous donne la pêche ! Notre reconnaissance va aussi à celles et ceux qui nous versent fidèlement, chaque mois, une contribution au salaire de notre permanent, Cyril. Cet appui financier régulier nous est d'un grand secours !

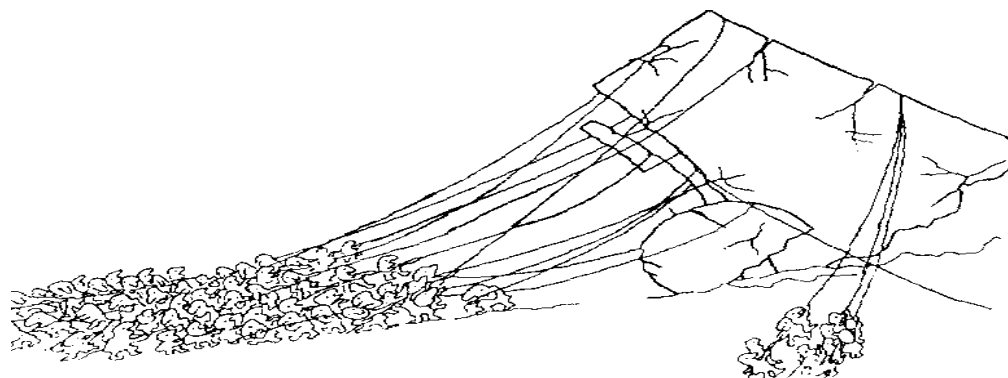
Un détail technique : si vous désirez recevoir un justificatif pour votre déclaration d'impôt, n'hésitez pas à le demander en laissant un message sur le répondeur de ContrAtom : 022 / 740 46 12.

La cotisation annuelle de membre est toujours de Fr 40.- (comprenant l'abonnement au journal). On peut aussi seulement s'abonner au journal pour Fr. 30.- Aidez-nous à recruter de nouveaux membres, de nouveaux lecteurs, afin que la parole antinucléaire se répande le plus largement possible ! Merci, merci, chères, chers ContrAtomistes, sans vous, nous ne pouvons rien, ensemble nous pouvons tout, ou presque !

*Pour l'équipe de ContrAtom
Anne-Cécile Reimann*



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8



Coupon à retourner à : Sortir du nucléaire, CP 1558, 1211 Genève 1 / fax 731 00 18

J'aimerais en savoir plus et / ou participer à la campagne et : (Cocher sur le pointillé.)

-Devenir membre de Sortir du nucléaire (informations sur la campagne, sur le nucléaire, agenda. Cotisation libre)
-M'abonner à la liste de courrier électronique Sortir du nucléaire (informations sur la campagne, sur le nucléaire, agenda...)
-Participer à la mise sur pied et/ou la tenue du stand au salon du livre (exposition sur les énergies renouvelables de l'ADER et sur le nucléaire en Suisse)
-Diffuser le matériel imprimé (stands, envois postaux, distributions)
-Participer au démarrage du comité genevois Sortir du nucléaire (ou autre nom à définir)
-Commander coupon d'inscription avec lettre de présentation
..... textes d'initiatives avec commentaire
-Communications :

Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____